



RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT

2014

PETROCI HOLDING

R A P P O R T

A N N U E L

A N N U A L

R E P O R T

2014



Sommaire

Brief

- 2** PRÉSENTATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
PRESENTATION OF THE BOARD OF DIRECTORS
- 3** LE MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
WORD OF THE CHAIRMAN
- 4** PRÉSENTATION DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
PRESENTATION OF THE MANAGEMENT TEAM AND THE AUDITORS
- 6** RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
THE BOARD OF DIRECTORS REPORT AT THE GENERAL MEETING
- 12** COMPTES ANNUELS 2014 ET 2013
ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS FOR FISCAL YEAR 2014 AND 2013
- Comptes de résultats
• Income Statement
 - Bilans comparés
• Compared Balance Sheets
- 14** NOTES AUX ETATS FINANCIERS
NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
- 38** ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS
APPENDICES OF ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS
- 46** OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS
OPINION ON THE FINANCIAL STATEMENTS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

BOARD OF DIRECTORS



L'Intendant Général
The General Intendant

François KONAN-BANNY

Président du Conseil d'Administration
Chairman

Patricia CISSE

Administrateur
Director

Ibrahima DIABY

Administrateur
Director

Cyrille DADIE

Administrateur
Director

Joseph KOUAME-KRA

Administrateur
Director

Adama COULIBALY

Administrateur
Director

Le mot du Président du Conseil d'Administration

Le Président de la République SEM Alassane Ouattara a confirmé les perspectives prometteuses qui se présentent à notre pays, résolument engagé dans une dynamique de reprise économique.

Au niveau des infrastructures, le pays est en chantier avec l'inauguration ou le démarrage de grands projets structurants en matière de construction ou de réhabilitation des routes, des ponts, des écoles et des centres de santé.

Entreprise citoyenne, Pétroci est au cœur de ce processus de renaissance de notre pays et doit jouer toute sa partition en tenant compte des contraintes liées à la baisse de la production et ajuster nos choix stratégiques aux exigences à la fois nationale et internationale.

Pétroci doit en toutes circonstances se donner les moyens d'être un des moteurs de la renaissance de notre pays et également poursuivre, dans un esprit de rigueur et d'innovation constante, les efforts de réduction des charges afin de nous donner les moyens de conduire les grands chantiers déjà ouverts.

Œuvrons ensemble pour que dans la confiance et dans une saine et fructueuse collaboration nous portions haut Pétroci dans le concert des entreprises pétrolières d'Afrique et du monde.

L'Intendant Général

François KONAN-BANNY

The address by the Chairman of the Board of Directors

The President of the Republic His Excellency, Mr. Alassane Ouattara has confirmed the promising prospects that arise in our country resolutely committed to a process of economic recovery.

In terms of infrastructure, the country is under construction with the opening or start of major projects in the construction or rehabilitation of roads, bridges, schools and health centers.

As a Corporate citizen, Petroci is at the heart of this process of rebirth of our country and must play all its role taking into account the constraints related to the decrease in production and adjust our strategic choices to the national and international requirements.

Petroci must in all circumstances give itself the means to be a driving force in the rebirth of our country and also to continue in a spirit of rigor and constant innovation, expenses reduction efforts in order to give ourselves the means to drive major projects already open

Let us work together so that with confidence and in a healthy and fruitful collaboration, we uphold Petroci in the concert of oil companies in Africa and the world.

The General Intendant

François KONAN-BANNY

ÉQUIPE DE DIRECTION

MANAGEMENT TEAM



Daniel GNANGNI

Directeur Général
General Manager

Marcelle GAULY

Directeur Général Adjoint chargé de l'Exploration,
de la Production et des Opérations Techniques
*Deputy General Manager in charge of Exploration,
Production and Technical Operations (DGA-EPOT)*

Brakissa BAMBA

Directeur Général Adjoint chargé de l'Administration,
des Finances et des Activités Commerciales
*Deputy General Manager in charge of Administration,
Finance and Commercial Activities (DGA-AFAC)*

Eddi ABROGOUAH

Conseiller Technique du Directeur Général
chargé du Gaz Naturel
*Technical Advisor to the General Manager in charge of
Natural Gas*

Faustin ALLANGBA

Conseiller Technique du Directeur Général
Technical Advisor to the General Manager

Bouraima ANDE

Conseiller Technique du Directeur
Chargé des Finances et de la Comptabilité
*Technical Advisor to the General Manager in
Charge of Finance and Accounting*

Charles MANGLE

Directeur de l'Exploration
Exploration Manager

Vamissa BAMBA

Directeur du Forage et de la Production
Drilling and Production Manager

Georges KAM SIE

Directeur de l'Ingénierie et de la Logistique
Engineering and Logistics Manager

Arthur Eric YAO

Directeur des Systèmes d'Information
Information System Manager

Théodore KOFFI

Directeur du Centre d'Analyses et de Recherche
Analysis and Research Centre Manager

Bintou KAMARA

Directeur de l'Administration et des Ressources Humaines
Administration and Human Resources Manager

Hassan KANTE

Directeur des Finances et de la Comptabilité
Finance and Accounting Manager

Francis COMOE

Directeur de la Commercialisation des Produits Pétroliers
Oil Products Marketing Manager

Commissaires aux Comptes

Auditors

Hervé KOFFI KOUADIO
(FIDEXCI)

Edouard MESSOU
(PWC)



Marcelle GAULY



Brakissa BAMBA



Eddi ABROGOUAH



Faustin ALLANGBA



Bouraïma ANDE



Charles MANGLE



Vamissa BAMBA



Georges KAM SIE



Arthur Eric YAO



Théodore KOFFI



Bintou KAMARA



Hassan KANTE



Francis COMOË

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Messieurs les représentants de l'Etat, actionnaire unique, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous présenter, conformément à la loi sur les Sociétés d'Etat, notre rapport d'activité et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2014.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En 2014, la croissance du PIB de l'économie mondiale s'établit à environ 1,9%. Le taux de croissance dans les pays développés s'est maintenu à moins de 1,1% en raison des mesures d'assainissement des finances publiques et de l'ampleur du chômage. Celui des pays émergents et en développement s'est maintenu autour de 5%.

Au niveau international le marché des produits pétroliers a subi de grands bouleversements liés au cours du pétrole brut qui a fortement chuté durant le deuxième semestre de l'année 2014 tandis que le cours du dollar US a connu une croissance importante.

Le cours du baril de pétrole brut s'est établi à une moyenne de 99,02 dollars US le baril. Quant au dollar américain, première monnaie d'échange sur le marché international, il s'est négocié à 536 F CFA en moyenne durant l'exercice 2014.

ENVIRONNEMENT NATIONAL

Le redressement de l'activité économique se poursuit dans un environnement globalement favorable. Le redéploiement de l'administration dans les zones ex-CNO complètement achevé, la réhabilitation des infrastructures suit son cours.

La reprise graduelle de l'économie, le lancement d'importants chantiers de développement, la poursuite de la normalisation de la situation sécu-



19752

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS AT THE ANNUAL GENERAL MEETING

Dear distinguished representatives of the State, sole shareholder, we have convened you to this Ordinary General Meeting to present you, in accordance with the State-Owned companies Act, our management report and submit for your approval the financial statements at December 31 2014.

INTERNATIONAL CONTEXT

In 2014, the growth of the world economy's GDP was approximately 1.9%. The growth rate in developed countries stood at less than 1.1% due to consolidation measures of public finances and high unemployment. That of the emerging and developing countries remained around 5%. At the international level the petroleum products market has undergone major upheavals due to a sharp fall in crude oil prices in the second half of 2014 while the value of the US dollar grew significantly.

The price of crude oil per barrel stood at an average of 99.02 US dollars a barrel. As for the US dollar, first trading currency on the international market, it was traded at 536 CFA francs on average during the year 2014.

NATIONAL CONTEXT

The recovery in the economic activity continues in a generally favorable environment. The redeployment of the administration in the former CNO (Centre-Northwest) zones is fully completed; the rehabilitation of infrastructures is underway.

The gradual recovery of the economy, the launch of major development projects, the further



2015

ritaire ainsi que les efforts de restauration de l'appareil productif avec la mise en œuvre des mesures d'incitation en faveur du secteur privé ont entraîné l'amélioration du climat des affaires et se sont traduits par un taux de croissance net de 8,3% en 2014, légèrement en baisse par rapport à 2013 qui s'établissait à 8,7%.

ACTIVITE DE LA SOCIETE

Les activités majeures réalisées par PETROCI au cours de l'année 2014 peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

Exploration Production

4 forages d'exploration ont été réalisés :

1 sur le bloc CI-101 (LUKOIL), 1 sur le bloc CI-514 (TOTAL), 1 sur le bloc CI-515 (ANADARKO) et 1 sur le bloc CI-516 (ANADARKO);

La réalisation de 3 forages d'évaluation :

2 sur le bloc CI-103 (ANADARKO) et 1 sur le bloc CI-401 (LUKOIL) ;

Ces travaux entrent dans le cadre d'un vaste programme de forage dans l'objectif de valoriser le bassin sédimentaire ivoirien et d'améliorer à court et moyen termes, la production nationale en pétrole brut et en gaz naturel, dont les rendements moyens actuels sont respectivement d'environ 19 milles barils jour et de 210 millions de pieds cubes jour.

La production globale de pétrole brut et de gaz au 31 décembre 2014 se présente comme suit :

- Production de pétrole brut : 6,9 millions de barils contre 9,13 millions de barils en 2013, soit une baisse de 22,73 %.

La baisse de la production de brut résulte de la déplétion naturelle des champs et de la fermeture momentanée de certains puits, suite à des difficultés techniques.

La part de PETROCI dans cette production est de 0,68 millions de barils en 2014 contre 0,88 millions de barils en 2013.

- Production de gaz : 75,31 millions de millions de BTU en 2014 contre 75,13 millions de millions de BTU en 2013.

La part de PETROCI dans cette production est de 19,34 millions de millions de BTU contre 18,89 millions de millions de BTU en 2013.

Les revenus des ventes de pétrole brut et de gaz de PETROCI au titre de l'exercice 2014, s'établissent à 138,5 milliards de F CFA contre 150,2 milliards de F CFA en 2013.

Distribution de gaz naturel aux industriels

Cette activité connaît une croissance significative par rapport à l'année 2013. Cette croissance à périmètre constant du portefeuille résulte de :

- L'amélioration significative de la continuité de la distribution,
- L'augmentation du niveau de production des entreprises connectées au Gaz Naturel

La consommation totale des clients au cours de



19 75 2

normalization of the security situation as well as the restoration efforts of the production system with the implementation of incentives measures for the private sector led to the improvement of the business climate and resulted in a net growth rate of 8.3% in 2014, slightly down as compared to 2013 which was 8.7%.

THE ACTIVITY OF THE COMPANY

The major activities carried out by PETROCI in the year 2014 can be summarized as follows:

Exploration, Production

4 exploratory drillings were carried out: 1 on the block CI-101 (LUKOIL), 1 on the block CI-514 (TOTAL), 1 on the block CI-515 (ANADARKO) and 1 on the block CI-516 (ANADARKO);
The implementation of 3 appraisal drillings : 2 on the block CI-103 (ANADARKO) and 1 on the block CI-401 (LUKOIL);

These works are part of an extensive drilling program with the objective to promote the Ivorian sedimentary basin and improve in the short and medium term, domestic production of crude oil and natural gas, whose current average yields respectively are approximately 19,000 barrels a day and 210 million cubic feet a day.

The overall production of crude oil and gas at December 31, 2014 was as follows:

- Production of crude oil: 6.9 million barrels against 9.13 million barrels in 2013, a decrease by 22.73 %.

The decrease in crude oil production resulted from the natural depletion of fields and the temporary closure of some wells, due to technical problems.

The share of PETROCI in this production was 0.68 million barrels in 2014 against 0.88 million barrels in 2013.

- The Production of gas: 75.31 million BTU in 2014 against 75.13 million BTU in 2013.

The share of PETROCI in this production was 19.34 million BTU against 18.89 million BTU in 2013.

Revenues from the sales of PETROCI crude oil and gas oil for the year 2014 stood at 138.5 billion CFA francs against 150.2 billion CFA francs in 2013.



2015

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

l'exercice 2014 s'est établie à 233 millions de kwh contre 211 millions de kwh en 2013 et le chiffre d'affaires est passé de FCFA 5,46 milliards en 2013 à FCFA 6,72 milliards en 2014, soit une hausse de FCFA 1,26 milliard (23%).

La réalisation de la troisième tranche du réseau de distribution de gaz naturel dont les travaux ont démarré en 2010, n'est pas encore achevé.

Appontement et Base Logistique

Au niveau de l'Appontement et de la Base Logistique, le chiffre d'affaires en 2014 fut de FCFA 7,53 milliards contre FCFA 6,82 milliards réalisés en 2013; soit une progression de FCFA 711 millions (10 %). Cette hausse du chiffre d'affaires s'explique par un regain des activités de forage en 2014.

Activité gaz butane

La quantité de butane vendu en 2014 est de 51,32 mille tonnes dont 4,87 mille tonnes pour le vrac et 46,4 mille tonnes pour le conditionné. L'objectif de vente 2014 était de 60,2 mille tonnes. L'activité gaz butane s'est caractérisée en 2014 par un chiffre d'affaires de FCFA 29,24 milliards, supérieur à celui de 2013 qui s'établissait à FCFA 27,65 milliards ; soit une hausse de FCFA 1,59 milliard (6%).

Activités Stations Service

L'activité stations-service a engrangé en 2014 un chiffre d'affaires de FCFA 46,33 milliards, en hausse de 4% par rapport à celui de 2013 qui s'est établi à FCFA 44,59 milliards.

Les réalisations globales de PETROCI ont connu une croissance de 17% passant de 65 535 m3 en 2013 à 76 994 m3 en 2014. 144 tonnes de Lubrifiants ont été vendues en 2014 pour un Chiffre d'Affaires de 239 983 487 CFA, en croissance de 80% par rapport aux réalisations de 2013 qui sont de 80 Tonnes.

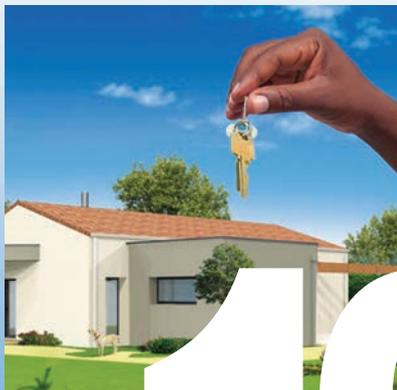
Activité Unité de Fabrication et de Requalification des Bouteilles

Le nombre de bouteilles de gaz fabriquées et requalifiées en 2014, a été de 44 502 unités.

La totalité des bouteilles fabriquées et requalifiées a été mise à la disposition des Centres Emplisseur de PETROCI.

Résultat Net

Le résultat net dégagé durant l'exercice 2014 s'établit à FCFA 8,53 milliards contre FCFA 28,84 milliards en 2013 ; soit une diminution de FCFA 20,31 milliards (70%). La prévision budgétaire 2014 était estimée à 21,52 milliards de F CFA.



1975-20

Distribution of natural gas to industrial companies

This activity grew significantly, compared to the year 2013. This constant scope in the portfolio growth resulted from:

- The significant improvement in the continuity of the distribution,*
- The increase in the production level for companies connected to Natural Gas.*

The total consumption of customers during the financial year 2014 was 233 million kWh against 211 million kWh in 2013 and turnover increased from FCFA 5.46 billion in 2013 to FCFA 6.72 billion in 2014, an increase of FCFA 1.26 billion (23%).

The achievement of the third part of the natural gas distribution network which work started in 2010, is not yet finished.

Piers and logistic Base

At the level of the loading and unloading activities for vessels, tankers and other dockside plants with oil and gas and logistic base, the turnover in 2014 was FCFA 7.53 billion against FCFA 6.82 billion in 2013, a progress of FCFA 711 million (10 %). This increase in the turnover was due to a revival of drilling activities in 2014.

Butane gas activity

The quantity of butane sold in 2014 was 51.32 million tons including 4.87 thousand tons of bulk butane and 46.4 thousand tons of packed butane. Sales target was 60.2 thousand tons. Butane gas activity showed in 2014 a turnover of FCFA 29.24 billion, higher than the 2013 turnover which was FCFA 27.65 billion, an increase of FCFA billion (6%)

Service Stations or Filling Stations Activities

The service station activity in 2014 generated a turnover of FCFA 46.33 billion, a rise by 4% compared to 2013 which stood at FCFA 44.59 billion.

The overall achievements of PETROCI grew by 17%, from 65 535 m3 in 2013 to 76 994 2014 m3 in 2014. 144 tons of lubricants were sold in 2014 for a turnover of 239 983 487 CFA, an increase of 80 % compared to year 2013 with 80 tons.

Cylinders manufacturing and requalification plant activity

The number of gas cylinders manufactured and requalified in 2014, was 44502 units.

The total number of cylinders manufactured and requalified was delivered to PETROCI Filling Centre.

Net Result

The net result generated during financial year 2014 was FCFA 8.53 billion against FCFA 28.84 billion in 2013, a decrease of FCFA 20.31 billion (70%). The budget forecast in 2014 was set at F CFA 21.52 billion.

015



Comptes annuels

exercices 2014 et 2013 (en millions de F CFA)

ANNUAL ACCOUNTS FOR FINANCIAL YEAR 2014

Financial year 2014 and 2013 (In million F CFA)

COMPTE DE RESULTATS PROFIT AND LOSS ACCOUNTS

	REALISATIONS 2014	BUDGET 2014	REALISATIONS 2013	VARIATION Ecart	VARIATION
	(1)	(2)	(3)	(1) - (3)	(1) - (2)
Vente Pétrole Brut et Gaz <i>Sale of Crude Oil and Gas</i>	138 466	107 372	150 263	-11 797	31 094
Activité gaz butane <i>Butane gas activity</i>	29 243	38 831	27 654	1 589	-9 588
Gaz naturel <i>Natural gas</i>	6 716	5 677	5 457	1 259	1 039
Appontements <i>Piers</i>	2 795	2 847	2 863	-68	-52
Base Logistique <i>Logistic Base</i>	4 733	5 193	3 953	780	-460
Stations Services <i>Stations-services</i>	46 329	48 038	44 586	1 743	- 1 709
Activité Trading <i>Trading activity</i>	4 077	2 889	23 784	-19 707	1 188
Unité de Fabrication et de Requalification des Bouteilles <i>Manufacturing and Cylinder Refurbishing Unit</i>	0	0	23	-23	0
Passage Pipeline Abjdan - Yamoussoukro <i>Abidjan - Yamoussoukro Pipeline Passage</i>	2 023	0	957	1 066	2 023
Services divers <i>Miscellaneous services</i>	1 508	2 683	6 937	-5 429	-1 175
Chiffre d'affaires <i>Turnover</i>	235 890	213 530	266 477	-30 587	22 360
Coûts opératoires <i>Operating costs</i>	19 473	17 806	16 144	3 329	1 667
Variation de stock (produits finis) <i>Change in stocks (finished products)</i>	-1 523	0	-1 270	-253	-1 523
Achats (net) <i>Purchase (net)</i>	80 197	83 987	94 009	-13 812	-3 790
Transport et autres services extérieurs <i>Transport and other external services</i>	19 671	13 728	18 871	800	5 943
Impôts et taxes <i>Taxes and charges</i>	3 454	1 559	1 500	1 954	1 895
Charges salariales <i>Salaries paid off to staff</i>	16 187	10 841	13 658	2 529	5 346
Amortissements et provisions (net) <i>Amortization and provisions (net)</i>	31 906	37 476	54 065	-22 159	-5 570
Autres charges et produits (net) <i>Amortization and provisions (net)</i>	5 163	475	-1 896	7 059	4 688
Total charges <i>Total charges</i>	174 529	165 872	195 081	-20 552	8 657
Résultat d'exploitation <i>Operating Result</i>	61 361	47 658	71 396	-10 035	13 703
Résultat financier <i>Financial Result</i>	1 546	-2 225	-7 098	8 644	3 771
Résultat hors activités ordinaires <i>Income excluding ordinary operations</i>	-24 729	0	51	-24 780	-
Résultat avant impôts <i>Income before taxes</i>	38 178	45 433	64 349	-26 171	-7 255
Impôts sur le revenu <i>Income tax</i>	29 650	23 914	35 511	-5 861	5 736
Résultat net <i>Net income</i>	8 528	21 519	28 838	-20 310	-12 991

Bilans comparés

de 2014 et 2013 (en millions de F CFA)

COMPARED BALANCE SHEETS

2014 and 2013 (in million F CFA)

ACTIF ASSETS	2014	2013	VARIATION VARIATION	
			Ecart	%
Actif immobilisé <i>Fixed asset</i>	667 725	423 663	244 062	58%
Stocks <i>Stocks</i>	11 138	5 995	5 143	86%
Créances <i>Receivables</i>	615 116	645 613	-30 497	-5%
Trésorerie <i>Cash flow</i>	14 492	20 814	-6 322	-30%
Autres actifs <i>Other assets</i>	4 607	2 332	2 275	98%
TOTAL ACTIF TOTAL ASSET	1 313 078	1 098 417	214 661	20%

PASSIF LIABILITIES	2014	2013	VARIATION VARIATION	
			Ecart	%
Capitaux propres <i>Equity</i>	346 189	172 148	174 041	101%
Provisions pour risques et charges <i>Provision for risks and liabilities</i>	64 997	58 867	6 130	10%
Dettes à long terme <i>Long term debt</i>	84 933	130 127	-45 194	-35%
Dettes à court terme <i>Short term debt</i>	810 417	733 455	76 962	10%
Autres passifs à court terme <i>Other short term liabilities</i>	6 541	3 820	2 721	71%
TOTAL PASSIF TOTAL LIABILITY	1 313 078	1 098 417	214 661	20%

Notes aux Etats financiers au 31 décembre 2014

(en millions de F CFA)

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS AT 31 DECEMBRE 2014

(In million F CFA)

1 - PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2014, sont ceux préconisés par le système comptable OHADA, SYSOHADA. Ils sont également conformes aux dispositions fiscales et comptables préconisées par le code pétrolier et les contrats de partage de production.

ACTIF IMMOBILISÉ

Les immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement, les frais immobilisés sur stock de sécurité et les frais de recherche et de développement engagés sur les différents blocs pétroliers. Les frais immobilisés sur stock de sécurité sont amortis selon la méthode linéaire sur 10 ans.

Correction rétrospectives des amortissements des coûts pétroliers

PETROCI a de façon permanente déterminé les amortissements des coûts pétroliers immobilisés dans ses comptes (coûts d'exploration, d'évaluation et de développement), suivant les dispositions particulières du régime fiscal des contrats de partage de production d'hydrocarbures dans lesquels la société est engagée.

Le traitement comptable retenu par PETROCI jusqu'à la clôture des comptes au 31 décembre 2013 s'avérant erroné au regard des dispositions du SYSCOVA, une méthode d'amortissement économique a été retenue: la méthode des unités de production qui consiste à amortir les coûts immobilisés au rythme d'épuisement des réserves prouvées d'hydrocarbures (voir la note sur les amortissements des blocs pétroliers au point V.).

Les immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition, augmentés des frais d'approche. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

1 - ACCOUNTING PRINCIPLES

The accounting principles used to prepare the financial accounts at 31 December 2014 are those recommended by the OHADA accounting system, SYSOHADA. They also comply with the tax and accounting provisions advocated by the oil and gas code and production sharing contracts.

FIXED ASSET

Intangible assets

They include mainly capitalized expenses on security stocks and the costs of research and development incurred on the different oil blocks.

The capitalized expenses on security stocks are amortized on a straight-line basis over 10 years.

Retrospective correction in oil costs amortization

PETROCI has permanently determined the amortization of fixed oil costs in its accounts (exploration, appraisal and development costs), in accordance with the tax system special provisions for oil production sharing contracts in which the company is committed. As the accounting treatment adopted by PETROCI until the closing of the accounts at December 31, 2013 turned out to be incorrect regarding the provisions of SYSCOVA, an economic depreciation method was used: the method of production units which consists in amortizing the capitalized costs at the rate of depletion of proven hydrocarbon reserves (see note on depreciation of oil blocks at the point V.).

Tangible assets

Tangible assets are recorded at their acquisition costs, increased by incurred costs. They are amortized with the straight line method. The depreciation rates used are as follows:

	TAUX % <i>RATE %</i>
Bâtiments administratifs et commerciaux <i>Commercial and administrative buildings</i>	5
Installations techniques <i>Technical plants</i>	5
Aménagements et installations <i>Renovations and installations</i>	12
Installations de tuyauterie pour transport de gaz naturel <i>Installations of pipelines for the transport of natural gas</i>	5
Installation gaz naturel <i>Natural gas plant</i>	20
Matériel et outillages industriels <i>Technical plant, machinery and equipment</i>	10
Emballages (bouteilles de gaz et cuves) <i>Packaging (Gas cylinders and tanks)</i>	10
Matériel de transport <i>Transport equipment</i>	33,33
Matériel et mobilier de bureau <i>Office Equipment and Furniture</i>	12,50
Matériel informatique <i>Computer equipment</i>	50
Pipe Abidjan-Bouaké-Ferké <i>Abidjan-Bouake-Ferke Pipeline</i>	3,33

Les Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées essentiellement des titres de participation détenus dans le capital social de Sociétés du secteur des Hydrocarbures.

STOCKS

Les stocks comprennent d'une part, divers matériels nécessaires au fonctionnement de l'activité gaz et d'autre part, la production de pétrole brut non vendue au 31 décembre 2014 sur les blocs pétroliers en production.

Stocks accessoires butane

Les accessoires de gaz butane sont valorisés à leur coût d'achat.

Stock d'huile

Le stock de pétrole brut pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, a été valorisé en multipliant la quantité de baril en stock par le coût de production de chaque baril exprimé en dollar US. Le coût du dollar à retenir, est celui de fin de la période de valorisation.

Le coût de production (CP) de chaque baril se calcule en divisant la somme des éléments suivants, liés à chaque bloc :

- Coûts Opératoires (CO),
- Amortissement (Am),
- Frais Financiers (FF),

Financial assets

Financial assets consist mainly of equity investment held in the share capital of Hydrocarbons Sector Companies

STOCKS

Stocks include on the one hand, various equipments that are necessary for the operation of the gas activity and on the other hand, the production of unsold crude oil as at 31 December 2014 on oil blocks in production.

Butane gas accessories stocks

Butane gas accessories are valued at their acquisition cost.

Oil stock

The oil stock for the year ended 31 December 2014 was calculated by multiplying the quantity of oil in stock by the production cost of each barrel expressed in US dollar. The cost of the dollar to be taken into account is that of the end of calculation period. The production cost (PC) of each barrel is calculated by dividing the sum of the following items related to each block:

- *Operating costs (OC);*
- *Amortization (Am);*
- *Financial expenses (FE);*

Par les quantités totales (**QT**) exprimées en baril et de gaz produites au cours de chaque exercice.

$$CP = (CO + Am + FF)/QT$$

Le coût de production ainsi déterminé, est comparé au prix du baril (**PB**) sur le marché en fin de période. Lorsque le coût de production est supérieur au prix du marché, le coût de valorisation (**CV**) sera le prix du marché. Dans le cas contraire, le coût de valorisation est le coût de production calculé.

- Si $CP > PB$ alors $CV = PB$

- Si $CP < PB$ alors $CV = CP$

Pour l'exercice 2014, les stocks ont été valorisés au coût de production. Le principe comptable retenu pour la comptabilisation des sur-enlèvements et des sous-enlèvements de pétrole brut constatés, est basé sur le prix de vente.

LES OPÉRATIONS EN DEVICES

Elles concernent les emprunts, les dettes fournisseurs, les créances et les comptes de trésorerie. Les opérations en devises étrangères sont converties en monnaie locale au taux en vigueur à leur date d'exécution.

Les éléments d'actif et de passif en devises étrangères sont également convertis en monnaie locale au taux en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Régime fiscal

L'activité principale de PETROCI étant la recherche et la production d'hydrocarbures, elle est régie par le code pétrolier ainsi que par les dispositions particulières du contrat de partage de production (CPP). Ainsi, le paiement à l'Etat de sa part de production pétrolière et gazière libère les contractants, y compris la PETROCI, du paiement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC). Les autres activités de PETROCI relevant du droit commun, une déclaration d'impôt est souscrite en conséquence.

*By the total quantities (**TQ**) expressed in barrels of oil and gas produced during each financial year.*

$$PC = (OC + Am + FF)/TQ$$

*The production cost thus determined is compared with the price of barrel (**PB**) on the market at the end of the period. When the cost of production is higher than the market price, the cost of valuation (**CV**) will be the market price. On the other hand, the valuation cost is the cost of production calculated.*

- IF $PC > PB$ therefore $CV = PB$

- Si $CP < PB$ therefore $CV = PC$

For the financial year 2014, stocks were valued by the cost of production. The accounting principle adopted for the recording of over-abductions and under-abductions of crude oil noticed is based on the sale price.

TRANSACTION IN CURRENCIES

They concern borrowings, account payables, receivables and cash accounts. Foreign currency transactions are converted into local currency at the rate prevailing on the date of execution. Assets and liabilities in foreign currencies are also converted into local currency at the rate in force on the date of the financial statements.

Tax System

As the main activity of PETROCI is the prospecting and production of oil and gas, it is governed by the Petroleum Code and by the specific provisions of production sharing contracts (PSC). Thus, the payment of the State's share of oil and gas production frees contractors, including PETROCI, from paying tax on industrial and commercial profits (BIC).

2 - VENTES DE PETROLE BRUT ET DE GAZ (en millions de F CFA)

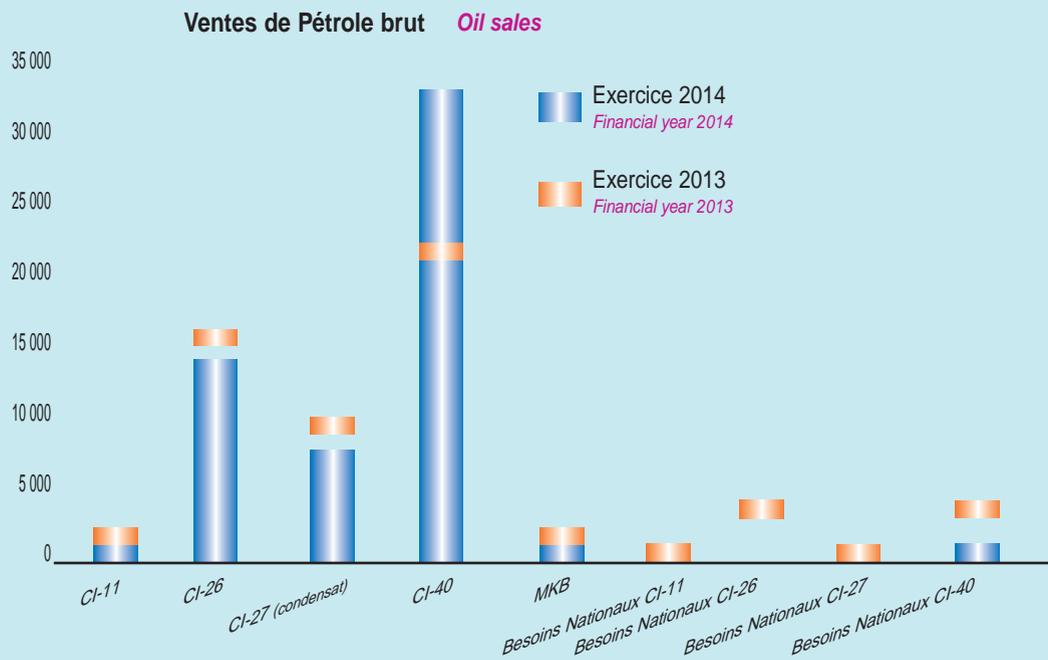
SALES OF CRUDE OIL AND GAS (in million F CFA)

Vente de pétrole brut <i>Sale of crude oil</i>	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
CI-11 <i>CI-11</i>	1 520	1 172	348	30%
CI-26 <i>CI-26</i>	15 424	17 040	-1 616	-9%
CI-27 (condensat) <i>CI-27 (condensat)</i>	9 050	10 087	-1 037	-10%
CI-40 <i>CI-40</i>	32 784	22 412	10 372	46%
MKB <i>MKB</i>	1 090	1 370	-280	-20%
Besoins Nationaux CI-11 <i>National Needs CI-11</i>	56	90	-34	-38%
Besoins Nationaux CI-26 <i>National Needs CI-26</i>	0	3 393	-3 393	-100%
Besoins Nationaux CI-27 <i>National Needs CI-27</i>	145	349	-204	-58%
Besoins nationaux CI-40 <i>National Needs CI-40</i>	1 261	3 696	-2 435	-66%
Sous Total Pétrole Brut <i>Crude Oil Sub-Total</i>	61 329	59 609	1 778	3%

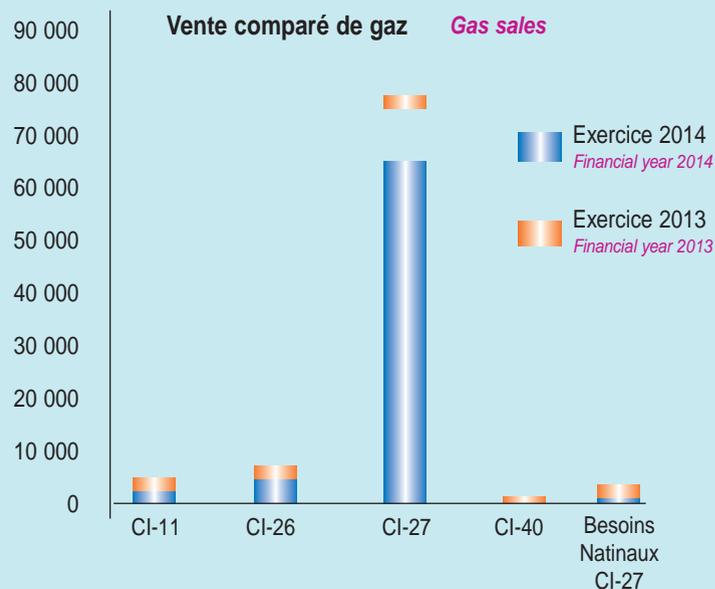
Volumes, variations du prix du baril et du cours du dollars

Volumes, variations of the barrel price and the dollars price

	2014	2013
Quantité Vendue (bbl) <i>Quantity Sold (bbl)</i>	937 622	639 395
Prix Moyen Baril (USD) <i>Average Price of Barrel (USD)</i>	94	106
Cours Moyen (FCFA) <i>Average price (FCFA)</i>	496	493
Chiffre d'Affaires Brut (En millions de FCFA) <i>Gross Sales (In million FCFA)</i>	61 387	59 611
Impôts (En millions de FCFA) <i>Taxes (In million FCFA)</i>	14 084	6 325
Chiffre d'Affaires Net d'Impôts (En millions de FCFA) <i>Net Sales Tax (In million FCFA)</i>	47 303	53 285



Vente de gaz Gas sales	2014		2013		VARIATION VARIATION	
					Ecart	%
CI-11 CI-11	2 373	2 499	2 499	2 373	-126	-5%
CI-26 CI-26	9 391	8 185	8 185	9 391	1 206	15%
CI-27 CI-27	63 435	78 172	78 172	63 435	-14 794	-19%
CI-40 CI-40	33	74	74	33	-41	-56%
Besoins Nationaux CI-27 National Needs CI-27	1 905	1 723	1 723	1 905	182	11%
Sous Total Gaz Gas Sales Sub-Total	77 137	90 653	90 653	77 137	-13 516	-15%
TOTAL Pétrole Brut et Gaz TOTAL Sales for Crude Oil and Gas	138 466	150 262	150 262	138 466	-11 796	-8%



Le chiffre d'affaires réalisé par PETROCI en 2014 au titre de l'activité production et exploration est de FCFA 138,47 milliards contre FCFA 150,26 milliards en 2013. Les ventes globales de pétrole brut et de gaz sont en baisse de FCFA 11,8 milliards (8%) par rapport à celles de l'exercice 2013.

Cette tendance baissière s'explique principalement par l'effet conjugué de la renégociation à la baisse du prix de vente du gaz sur le bloc CI-27 et de la variation de l'impôt BIC. En effet, le tarif de facturation d'environ 12,5\$/MBTU, appliqué à la SIR pour l'exercice 2013 était indexé au WTI (West Texas Intermediate) ; cependant pour l'exercice 2014, ce tarif a été revu à la baisse pour s'établir à 5,5\$/MBTU avec effet rétroactif sur la facturation de juin à décembre 2013.

Ce changement de prix a engendré environ FCFA 4 milliards de manque à gagner pour PETROCI entre 2013 et 2014. Par ailleurs, l'impact de l'impôt BIC affecté aux ventes de gaz et inclus dans le montant du chiffre d'affaires du gaz présenté, fut d'environ FCFA 7 milliards entre 2013 et 2014.

AUTRES VENTES ET PRODUITS

Activité de Développement et de Commercialisation du Gaz butane

L'activité gaz butane s'est caractérisée en 2014 par un chiffre d'affaires de FCFA 29,24 milliards, supérieur à celui de 2013 qui s'établissait à FCFA 27,65 milliards ; soit une hausse de FCFA 1,59 milliard (6%). Ce segment d'activité enregistre une progression de 6%, qui s'explique par la livraison effective de deux cent mille (200 000) emballages, le lancement d'une grande campagne promotionnelle et l'installation de 4 nouveaux distributeurs à l'intérieur du pays (Bouaké, San-Pedro, Yamoussoukro).

Gaz Naturel

En 2014, l'activité vente de gaz naturel aux industriels est en progression par rapport à l'exercice 2013. En effet, le chiffre d'affaires est passé de FCFA 5,46 milliards en 2013 à FCFA 6,72 milliards en 2014, soit une hausse de FCFA 1,26 milliard (23%).

Cette activité a connu une croissance significative par rapport à l'année 2013 qui résulte de :

- L'amélioration significative de la continuité de la distribution ;
- L'augmentation du niveau de production des entreprises connectées au réseau gaz naturel.

Stations Services

L'activité stations-service a engrangé en 2014 un chiffre d'affaires de FCFA 46,33 milliards, en hausse de 4% par rapport à celui de 2013 qui s'est établi

The turnover generated in 2014 by PETROCI in respect of production and exploration activity is FCFA 138.47 billion against 150.26 billion in 2013. Overall sales of crude oil and gas decreased by 11.8 billion FCFA (8%) compared to financial year 2013.

This downward trend is mainly due to the combined effect of the renegotiation to lower gas selling prices in the CI-27 block and the change in the BIC tax. Indeed, the billing rate of about \$ 12.5 / MBTU, applied to the SIR for financial year 2013 was indexed to WTI (West Texas Intermediate); However, for financial year 2014, this rate was adjusted downwards to \$ 5.5 / MBTU with retroactive effect on the billing from June to December 2013.

This price change has generated about FCFA 4 billion shortfall for PETROCI between 2013 and 2014. Moreover, the impact of the BIC tax allocated to gas sales and included in the amount of the gas turnover presented was about FCFA 7 billion between 2013 and 2014.

OTHER SALES AND PRODUCTS

Butane Gas Development and Marketing Activity

The butane gas activity in 2014 was characterized by a turnover of FCFA 29.24 billion, higher than that of 2013 which stood at FCFA 27.65 billion; an increase of FCFA 1.59 billion (6%). This sector recorded an increase of 6%, which is explained by the actual delivery of two hundred thousand (200,000) packages, the launch of a major promotional campaign and installation of 4 new distributors in the country (Bouake, San Pedro, and Yamoussoukro).

Natural Gas

In 2014, the natural gas sale activity to industries was on the rise compared to the year 2013. Indeed, the turnover increased from FCFA 5.46 billion in 2013 to FCFA 6.72 billion in 2014, an increase of FCFA 1.26 billion (23%).

This activity has grown significantly compared to 2013 resulting from:

- *The significant improvement of the continuity of distribution;*
- *The increase in the level of production for companies connected to the natural gas network.*

Services-stations or Filling services

The service station activity in 2014 generated a turnover of FCFA 46.33 billion, up 4% compared

à FCFA 44,59 milliards. Cette embellie s'explique par la croissance du segment consommateurs et industries dont les facteurs clés sont :

- L'augmentation des activités des clients en portefeuille, induisant la hausse de leurs consommations en carburant ;
- La conclusion et la fidélisation d'une dizaine de nouveaux clients Entreprises.

Activité Appontement et Base Logistique

Au niveau de l'Appontement et de la Base Logistique, le chiffre d'affaires en 2014 fut de FCFA 7,53 milliards contre FCFA 6,82 milliards réalisés en 2013; soit une progression de FCFA 711 millions (10 %). Cette hausse du chiffre d'affaires s'explique par un regain des activités de forage en 2014. En effet, 7 puits ont été forés dans le bassin sédimentaire ivoirien en 2014, contre 5 dans le courant de l'exercice 2013.

Activité Trading

L'activité Trading a connu en 2014 une régression de son chiffre d'affaires comparativement à 2013. En effet, les revenus comptabilisés de cette activité sont passés de FCFA 23,78 milliards en 2013 à FCFA 4,07 milliards en 2014, soit une baisse de FCFA 19,71 milliards (83%). En 2013, PETROCI Holding a opéré de façon ponctuelle, pour le compte de sa filiale PETROCI International S.A, la vente d'une cargaison de pétrole brut à SIR pour un montant de FCFA 22,7 milliards. En isolant cette transaction des revenus de l'exercice 2013, on pourrait noter une croissance du chiffre d'affaires de cette activité entre 2013 et 2014.

Activité Passage Pipeline

Abidjan - Yamoussoukro

Au niveau de l'activité passage pipeline, l'exercice 2014 a connu une croissance de son chiffre d'affaires passé de FCFA 957 millions en 2013 à FCFA 2,02 milliards en 2014, soit une hausse de FCFA 1,06 milliard (111,07%). Ceci s'explique par une hausse des volumes de passage, passés de 101,2 millions de litres en 2013 à 230,8 millions de litres en 2014; le pipeline ayant opéré durant toute l'année.

to 2013 which stood at FCFA 44.59 billion. This improvement is explained by the growth of the consumer and industries segment which key factors are:

- The increase of clients' activities in term of portfolio, resulting in an increase of their fuel consumption;*
- The conclusion and the retaining of ten new corporate clients.*

Filling vessels, tankers and other dockside plants and logistic base activity

As far as the filling of vessels, tankers and other dockside plants and Logistics Base is concerned, the turnover in 2014 was FCFA 7.53 billion against FCFA 6.82 billion made in 2013; an increase of FCFA 711 million (10%). This increase in the turnover was due to a boosting of drilling activities in 2014. In fact, 7 wells were drilled in the Ivorian sedimentary basin in 2014, against 5 in the course of the year 2013.

Trading activity

The turnover for trading activities in 2014 declined compared to 2013. In fact, the recorded revenues of this activity went from FCFA 23.78 billion in 2013 down to FCFA 4.07 billion in 2014, a decrease of FCFA 19.71 billion (83%). In 2013, PETROCI Holding performed occasionally on behalf of its subsidiary PETROCI International SA, the sale of a cargo of crude oil to SIR for an amount of 22.7 billion FCFA. By isolating this trading income of financial year 2013, one could notice a revenue growth in this activity between 2013 and 2014.

Abidjan - Yamoussoukro Pipeline crossing

At the level of the pipeline crossing activity, the turnover of the financial year 2014 grew from FCFA 957 million in 2013 to FCFA 2.02 billion in 2014, a growth of 1.06 billion FCFA (111.07%). This is explained by an increase of crossing volumes, from 101.2 million liters in 2013 to 230.8 million liters in 2014; as the pipeline operated throughout the year

3 - SERVICES ET PRODUITS DIVERS (en millions de F CFA)

MISCELLANEOUS SERVICES AND PRODUCTS (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION	VARIATION
			Ecart	%
Loyers perçus <i>Rental Income</i>	107	108	-1	-1%
Mise à disposition du personnel <i>The provision of staff</i>	299	385	-86	-22%
Commissions sur recettes Etat <i>Commissions on State income</i>	399	394	4,6	1%
Services vendus <i>Services sold</i>	512	5 586	-5 074	-91%
Autres produits <i>Other products</i>	191	463	-272	-59%
Total	1 508	6 937	-5 429	-78%

Les services et produits divers sont en régression en 2014, passant d'un chiffre d'affaires de FCFA 6,94 milliards en 2013 à FCFA 1,51 milliard en 2014, soit une baisse de 78%. Les "Services Vendus" qui représentent la rubrique la plus importante de ce poste, comprennent les prestations du Centre d'analyse et de recherche de Yopougon, les revenus liés à la vente de données sismiques et les visites de Data room. Ces activités ont connu une faible performance durant l'exercice 2014.

The miscellaneous services and products are in decline in 2014, from a turnover of 6.94 billion FCFA in 2013 to FCFA 1.51 billion in 2014, a decrease of 78%. Services sold, which represent the most important section of this post, include the services of the Centre for Analysis and Research of Yopougon, revenues related to the sale of seismic data and the Data room visits. These activities had a weak performance during the year 2014.

4 - CHARGES D'EXPLOITATION (en millions de F CFA)

OPERATING EXPENSES (in million F CFA)

Achats <i>Purchase</i>	2014	2013	VARIATION	VARIATION
			Ecart	%
Achat brut <i>Crude oil purchase</i>	335	0	335	
Achat carburant et lubrifiant Stations Services <i>Purchase of Stations Services Fuel and Lubricants</i>	48 793	40 697	8 096	20%
Achat butane (SIR) <i>Butane purchase (SIR)</i>	209	248	-39	-16%
Achats gaz naturel <i>Purchase of natural gas</i>	4 102	3 418	684	20%
Achat carburant <i>Purchase of fuel</i>	0	0	0	
Achat brut et butane (Trading) <i>Crude oil and butane purchase (Trading)</i>	26 719	46 255	-19 536	-42%
Autres Achats et variation de stock <i>Other purchase and stock variation</i>	41	3 391	-3 350	-99%
Total	80 197	94 009	-13 812	-15%

Le poste "Achats" pour l'exercice 2014 comprend essentiellement les achats de gaz butane à travers la SIR (FCFA 209 millions), de gaz naturel (FCFA 4,10 milliards), de carburant (FCFA 48,79 milliards) et de produits pétroliers bruts et finis, à travers l'activité Trading (FCFA 26,72 milliards).

Il est important de noter que durant l'exercice 2014, les approvisionnements en gaz butane et

Purchases for financial year 2014 mainly included butane gas purchases through the SIR (FCFA 209 million), natural gas (FCFA 4.10 billion), fuel (FCFA 48.79 billion) and crude and finished oil products, through the Trading activity.

It is important to note that during the financial year 2014, the supply of butane gas and crude oil by Trading activity amounted to FCFA 26.72 billion, a

en pétrole brut par l'activité Trading se sont chiffrés à FCFA 26,72 milliards ; en baisse de FCFA 19,53 milliards par rapport à 2013 (42%). La majeure partie des achats de butane (environ 80%) est utilisée par PETROCI Holding dans ses centres emplisseurs et le reste est vendu aux marketeurs sur le marché national.

decrease of FCFA 19.53 billion compared to 2013 (42%). Most of butane purchases (about 80%) were used by PETROCI Holding in its filling plants and the rest was sold to marketers on the domestic market.

Transport et autres services extérieurs (en millions de F CFA)

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
Transport <i>Transport</i>	1 803	1 732	71	4%
Coûts opératoires <i>Operating costs</i>	19 473	16 144	3 329	21%
Location terrain et bâtiment <i>Leasing of land and building</i>	1 919	1 413	369	26%
Entretien, réparation et maintenance <i>Servicing, repair and maintenance</i>	3 948	3 290	658	20%
Assurance <i>Insurance</i>	1 233	951	282	30%
Publicité, annonces et documentation <i>Advertisement, announcements and documentation</i>	2 498	1 765	773	44%
Télécommunication <i>Telecommunication</i>	283	292	-9	-3%
Mission et réception <i>Mission and Entertainment</i>	709	959	-250	-26%
Honoraires <i>Fees</i>	5 694	6 162	-834	-14%
Formation <i>Training</i>	346	529	-183	-35%
Redevances brevets et licences <i>Patents and licences royalties</i>	240	18	222	1233%
Frais bancaires et Divers <i>Bank and Miscellaneous charges</i>	998	1 760	-258	-15%
Total	39 145	35 015	4 130	12%

Coûts opératoires

Les coûts opératoires sur les blocs en production se sont chiffrés à FCFA 19,47 milliards en 2014, contre un montant de FCFA 16,14 milliards en 2013; soit une hausse de FCFA 3,33 milliards (8%).

Operating costs

The operating costs on production blocks amounted to FCFA 19.47 billion in 2014, against an amount of FCFA 16.14 billion in 2013; an increase of FCFA 3.33 billion (8%).

Transport et autres services extérieurs

Ce regroupement de postes comptabilise outre les coûts opératoires, les frais de transport et les autres services extérieurs ; en l'occurrence, les locations des sites d'exploitation dans le domaine portuaire, les frais d'entretien et de réparation de sites opérationnels, la maintenance de la plateforme Bélér, des stations-service et des bâtiments, les assurances, les frais de communication et de publicité et les divers honoraires payés

Transportation and other external services

In addition to operating costs, this line item bundle also accounts for transportation costs and other external services; such as rentals of operating sites in the port area, maintenance and repair costs of operational sites, maintenance of the Belier platform, service stations and buildings, insurance, communication and advertising costs and miscellaneous fees paid to auditors, lawyers and other consultants.

aux commissaires aux comptes, avocats et autres consultants.

Les réalisations de l'exercice 2014 sont de FCFA 19,67 milliards, en hausse de FCFA 801 millions (4%) par rapport à l'exercice 2013.

The achievements of financial year 2014 were FCFA 19.67 billion, an increase of FCFA 801 million (4%) compared to financial year 2013.

Charges salariales (en millions de F CFA)

Salary expenses (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
Salaires versés au personnel <i>Salaries paid to staff</i>	13 874	11 529	2 354	20%
Provisions Congés payés et indemnités de Départ <i>Provisions for paid leaves and severance payments</i>	1 026	880	146	16%
Provisions prime d'intéressement au Résultat <i>The profit sharing bonus</i>	1 287	1 249	38	38%
Total	16 187	13 658	2 529	19%

Les charges de personnel en 2014 se sont élevées à FCFA 16,19 milliards, contre FCFA 13,66 milliards en 2013, soit un accroissement de FCFA 2,53 milliards (19%).

Cette hausse s'explique entre autres, par la conjugaison des éléments suivants :

- la rubrique appointements et salaires a connu un accroissement de FCFA 987 millions. En janvier 2014, 120 journaliers ont été intégrés dans l'effectif du personnel de l'entreprise pour un montant de FCFA 853,91 millions. Aussi, un certain nombre d'ajustements catégoriels ont été opérés au cours de cette année ;

- les congés payés et avantages en nature se sont accrus de FCFA 561 millions. Cette hausse s'explique principalement par la rubrique CAR PLAN qui a connu l'adhésion de personnel nouvellement intégré à l'effectif ainsi que le cumul de la quote-part PETROCI (60%) des remboursements des CAR PLAN 2012, 2013 et 2014 ;

- le poste personnel intérimaire ou mis à la disposition de la société connaît une hausse de FCFA 622 millions qui s'explique par l'exploitation durant toute l'année 2014, du nouveau centre emplisseur et de la sphère de butane de Vridi ;

- les charges salariales enregistrent en 2014, le reclassement de l'assurance-maladie pour un montant de FCFA 455 millions.

Il est à noter que le poids de la masse salariale sur le chiffre d'affaires reste sous la barre de 7%.

Staff expenses in 2014 amounted to FCFA 16.19 billion, against FCFA 13.66 billion in 2013, an increase of FCFA 2.53 billion (19%).

This increase is partly explained by the combination of:

- *The salaries and wages item increased by FCFA 987 million. In January 2014, 120 laborers were included in the staff of the company for an amount of FCFA 853.91 million. Also, a number of seniority adjustments were made during the year;*

- *The paid leaves and benefits in kind increased by FCFA 561 million. This increase was mainly due to the CAR PLAN item to which newly integrated personnel showed commitment as well as the accumulation of PETROCI share (60%) for the repayments of 2012, 2013 and 2014 CAR PLAN ;*

- *The temporary staff item or made available to the company item increased by FCFA 622 million which can be explained by the operating of the new filling center and the butane sphere of Vridi, throughout the year 2014.*

- *Salary expenses recorded in 2014, the reclassification of health insurance for the amount of 455 million FCFA.*

It should be noted that the payroll cost on turnover remains below the 7%.

Dotations aux amortissements et provisions (en millions de F CFA)*Depreciation, amortization and provisions (in million F CFA)*

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
Dotation aux amortissements des blocs pétroliers <i>Amortization expense for oil blocks</i>	6 970	36 592	-29 622	-81%
Dotation aux amortissements des autres Immobilisations incorporelles <i>Amortization expense for other intangible assets</i>	503	571	-68	-12%
Dotation aux amortissements des Immobilisations corporelles <i>Amortization expense for tangible assets</i>	15 702	11 055	4 647	42%
Provision pour abandon des blocs pétroliers en production <i>Provision for abandonment of blocks in production</i>	8 033	623	7 410	1189%
Provision pour abandon des blocs pétroliers en exploration <i>Provision for abandonment of blocks in exploration</i>	0	3 888	-3 888	-100%
Provision pour dépréciation des immobilisations corporelles <i>Provision for depreciation of tangible assets</i>	0	3 000	-3 000	-100%
Provisions pour risques et charges <i>Provisions for liabilities and charges</i>	0	218	-218	-100%
Total	31 209	55 947	-24 738	-44%

La dotation aux amortissements et aux provisions en 2014 a connu une baisse globale de FCFA 24,74 milliards par rapport à l'exercice 2013 et se situe à FCFA 31,21 milliards en 2014 contre FCFA 55,95 milliards en 2013 ; soit une réduction de l'ordre de 44%.

Ce recul du montant de la dotation aux amortissements est dû à la régularisation de la dotation aux amortissements des blocs en production (voir la note sur les amortissements des blocs pétroliers au point V.).

La dotation aux amortissements des autres immobilisations corporelles se chiffre à FCFA 15,7 milliards en 2014 contre FCFA 11,05 milliards en 2013, soit une hausse de FCFA 4,65 milliards (42%) se justifiant par la mise en service en août 2013, du pipeline Abidjan - Yamoussoukro - Bouaké.

En 2014, une provision additionnelle de FCFA 8,03 milliards a également été constituée pour le démantèlement des installations pétrolières sur les blocs en production.

Depreciations, amortizations and provisions in 2014 experienced an overall decline of FCFA 24.7 billion compared to financial year 2013 and stood at FCFA 31.21 billion in 2014 against FCFA 55.95 billion in 2013; a reduction of 44%. This decrease of the amount of depreciation and amortization expenses is due to the regularization of the depreciation and amortization of production units (see note on depreciation, amortization of oil blocks on point V.).

The amortization expenses of the other tangible assets amounted to FCFA 15.7 billion in 2014 against FCFA 11.05 billion in 2013, an increase of FCFA 4.65 billion (42%) which could be justified by the operating of the pipeline Abidjan - Yamoussoukro - Bouake, in August 2013.

In 2014, an additional provision of FCFA 8.03 billion was also made for the dismantling of oil plants on the blocks in production.

5 - RESULTAT FINANCIER (en millions de F CFA)

Financial Charges (in million F CFA)

Frais financiers	Financial expenses	2014	2013	VARIATION	
				Ecart	%
Intérêts des emprunts <i>Interest charges on borrowed funds</i>		4 794	5 932	-1 138	-19%
Pertes de change <i>Exchange loss</i>		655	5 646	-4 991	-88%
Provisions <i>Provisions</i>		3 311	929	2 382	256%
Total		8 760	12 507	-3 747	-30%

En 2014, PETROCI a sollicité auprès des institutions financières, des concours financiers à hauteur de FCFA 86,5 milliards dont FCFA 58,5 milliards pour le compte de l'Etat. Au 31 décembre 2014, les intérêts sur les emprunts PETROCI se sont élevés à FCFA 4,79 milliards contre FCFA 5,93 milliards en 2013, soit une baisse de FCFA 1,14 milliard (19%). Il est important de préciser que l'emprunt de FCFA 58,5 milliards en faveur de l'Etat ainsi que les frais financiers y afférant a été entièrement remboursé en 2014 par la mise à disposition par CNR de barils de pétrole brut dans le cadre du paiement de sa dette envers l'Etat, suite à l'audit des coûts pétroliers diligenté par le Ministère du pétrole et de l'énergie en 2012.

Les pertes de change liées aux activités de l'entreprise ont considérablement baissé et se situent à FCFA 655 millions en 2014 contre FCFA 5,65 milliards en 2013, soit une baisse de 88%. Tandis que les provisions liées à l'évaluation des titres de participation de PETROCI Holding dans ses différentes filiales ont augmenté de FCFA 2,38 milliards, passant ainsi de FCFA 929 millions en 2013 à FCFA 3,31 milliards en 2014.

In 2014, PETROCI sought from financial institutions, some financial assistance amounting to FCFA 86.5 billion, of which FCFA 58.5 billion on behalf of the State. At December 31, 2014, the interest on PETROCI loans amounted to FCFA 4.79 billion against FCFA 5.93 billion in 2013, a decrease of FCFA 1.14 billion (19%). It is important to clarify that the loan of FCFA 58.5 billion for the State as well as the financial costs relating thereto was fully repaid in 2014 by the provision of crude oil barrels from CNR as part of the payment of their debt to the State, following the audit of oil costs carried out by the Ministry of Petroleum and Energy in 2012.

Exchange losses related to the company's activities declined significantly and stood at FCFA 655 million in 2014 against FCFA 5.65 billion in 2013, a decrease of 88%, while provisions related to the evaluation of PETROCI Holding equity securities in its different subsidiaries increased by FCFA 2.38 billion, from FCFA 929 million FCFA in 2013 to 3.31 billion in 2014.

Produits financiers	Financial incomes	2014	2013	VARIATION	
				Ecart	%
Revenus sur titres <i>Income from securities</i>		160	123	37	30%
Intérêts créditeurs <i>Interest income</i>		66	224	-158	-70%
Gains de change <i>Foreign exchange income</i>		7 479	4 513	2 966	66%
Transfert frais financement PIPE <i>Transfer of Private investment in equity financing cost</i>		0	321	-321	-100%
Reprise de provisions sur Immobilisations financières <i>Reversal of provisions on financial assets</i>		2 600	229	2 371	1 035%
Total		10 306	5 410	4 896	90%
Résultat financier <i>Financial incomes</i>		1 546	-7 098	-6 330	824%

Les produits financiers de l'exercice 2014 sont en hausse de FCFA 4,9 milliards (90%) par rapport à 2013. Cette variation est due essentiellement au niveau de la reprise des provisions sur les titres de participation de PETROCI Holding, largement supérieur à celui de 2013 (FCFA 2,6 milliards en 2014 contre FCFA 229 millions en 2013) et aux gains de change.

En somme, le résultat financier 2014 est un boni de FCFA 1,55 milliard, comparé au résultat négatif de FCFA 7,1 milliards enregistré en 2013.

Financial income for the year 2014 increased by 4.9 billion FCFA (90%) compared to 2013. This variation is mainly due to the level of recovery of provisions on PETROCI Holding equity, well above that of 2013 (FCFA 2.6 billion FCFA in 2014 against 229 million in 2013) and foreign exchange incomes.

In other words, the 2014 financial result was a surplus of 1.55 billion CFA francs, compared to the negative result of FCFA 7.1 billion recorded in 2013.

6 - RESULTAT HORS ACTIVITE ORDINAIRE (en millions de F CFA)

EXTERNAL ACTIVITY RESULT (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
Produit de cession des immobilisations <i>Proceeds (income) from sales of fixed assets</i>	1 956	49	1 907	3892%
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations <i>The book values from the sales of fixed assets</i>	-5	0	-5	-
Charges HAO <i>Expenses for HAO (Non-Ordinary Activity)</i>	-29 424	0	-29 424	-
Produits HAO <i>Income for HAO (Non-Ordinary Activity)</i>	2 745	1	2 744	274 369%
Total	-24 729	50	-24 779	-49 557%

Les produits de cessions d'immobilisations de FCFA 1,95 milliards en 2014, sont issus de la ventes des emballages de gaz butane aux consommateurs.

Les charges HAO de FCFA 29,4 milliards représentent la partie (amortissements dérogatoires) excédant les amortissements économiques déterminés suivant l'application des règles comptables, suite au changement de méthode d'amortissement qui a pris effet au 31 décembre 2014. Ces amortissements dérogatoires sont subséquentment repris et intégrés dans les profits futurs de l'entreprise (voir la note sur les amortissements des blocs pétroliers au point V).

RESULTAT NET

Le résultat net dégagé durant l'exercice 2014 s'établit à FCFA 8,53 milliards contre FCFA 28,84 milliards en 2013 ; soit une diminution de FCFA 20,31 milliards (70%). La prévision budgétaire 2014 était estimée à 21,52 milliards de F CFA.

The proceeds (incomes) from the sales of fixed assets amounting to 1.95 billion in 2014 resulted from the sale of butane gas packaging to consumers.

The HAO expenses (non-ordinary activity) of FCFA 29.4 billion represented the portion (special depreciation allowances) exceeding economic depreciation determined following the implementation of accounting rules, due to the change of the amortization method that entered into force on 31 December 2014. These special depreciation allowances were subsequently taken back and integrated into future profits of the company (see note on amortization of oil blocks in Section V).

NET (INCOME) RESULT

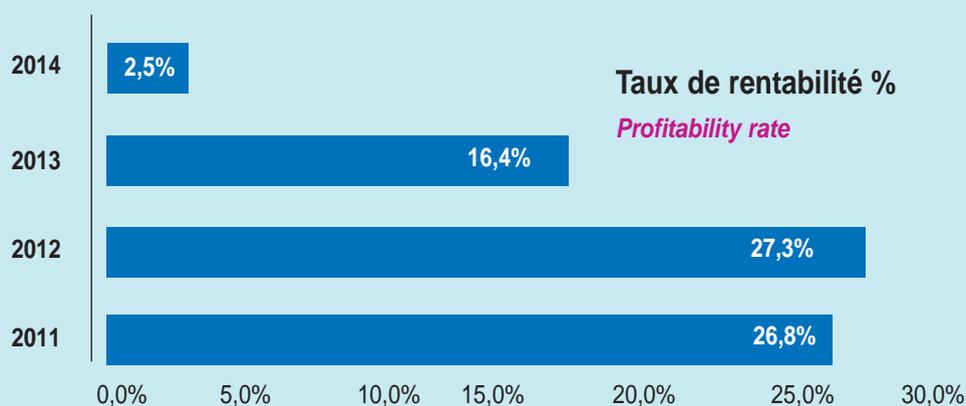
The net income generated during the year 2014 amounted to FCFA 8.53 billion against FCFA 28.84 billion in 2013, a decrease of FCFA 20.31 billion (70%). The 2014 budget forecast was estimated at FCFA 21.52 billion francs.

La rentabilité financière de l'entreprise sur les quatre derniers exercices se présente ainsi :

- 2011 : 26,8 %
 - 2012 : 27,3 %
 - 2013 : 16,4 %
 - 2014 : 2,5 %

The company's financial profitability over the past four years was as follows

*- 2011 : 26.8 %
 - 2012 : 27.3 %
 - 2013 : 16.4 %
 - 2014 : 2.5 %*



7 - BILANS (en millions de F CFA)

BALANCE SHEET (in million F CFA)

ACTIF	ASSET	2014	2013	VARIATION	
				Ecart	%
Actif immobilisé	<i>Fixed Asset</i>	667 725	423 663	244 062	58%
Stocks	<i>Stocks</i>	11 138	5 995	5 143	86%
Créances	<i>Receivables</i>	615 116	645 613	-30 497	-5%
Trésorerie	<i>Cash flow</i>	14 492	20 814	-6 322	-30%
Autres actifs	<i>Other Assets</i>	4 607	2 332	2 275	98%
Total actif		1 313 078	1 098 417	214 661	20%
PASSIF				VARIATION	
LIABILITY		2014	2013	Ecart	%
Capitaux propres	<i>Equity</i>	346 189	172 148	174 041	101%
Provision pour risques et charges	<i>Provision for risks and liabilities</i>	64 997	58 867	6 130	10%
Dettes à long terme	<i>Long term debts</i>	84 933	130 127	-45 194	-35%
Dettes à court terme	<i>Short term debts</i>	810 417	733 455	76 962	10%
Autres passifs à court terme	<i>Other short term liabilities</i>	6 541	3 820	2 721	71%
Total passif		1 313 078	1 098 417	214 661	20%

8 - IMMOBILISATIONS (en millions de F CFA)

<i>ASSETS</i> (in million F CFA)	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
Logiciels) <i>Softwares</i>	473	513	-40	-8%
Frais de recherche et développement <i>Research and development fees</i>	308 162	88 565	219 597	248%
Terrains <i>Fields</i>	3 798	3 736	62	2%
Bâtiments administratifs et commerciaux <i>Commercial and administrative buildings</i>	18 207	18 265	-58	0%
Installations et agencements (1) <i>installations and fittings (1)</i>	258 701	260 575	-1 874	-1%
Matériel <i>Equipment</i>	8 316	6 480	1 836	28%
Matériel de transport <i>Transport Equipment</i>	734	904	-170	-19%
Acomptes sur immobilisations <i>Down payment on fixed assets</i>	4 020	3 184	836	26%
Titres de participations <i>Equity investments</i>	50 387	25 617	24 770	97%
Autres Immobilisations et titres ETAT <i>Other assets and State investments</i>	14 300	15 221	-921	-6%
Autres immobilisations <i>Other assets</i>	626	604	22	4%
Total	667 725	423 664	244 061	58%

(1) Les installations et agencements prennent en compte les investissements réalisés dans le cadre du projet de construction du pipeline Abidjan-Yamoussoukro-Bouaké (FCFA 145 milliards).

(1) *Installations and fittings take into account of investments made on the Abidjan-Yamoussoukro-Bouake pipeline construction project (FCFA 145 billion)*

L'actif net immobilisé est composé essentiellement du montant net (montant brut - amortissement) des investissements suivants :

- la participation de PETROCI dans les investissements des blocs pétroliers à hauteur de FCFA 308,16 milliards ;
- la valeur des terrains acquis pour un montant de FCFA 3,8 milliards ;
- la valeur des bâtiments d'un montant de FCFA 18,2 milliards ;
- les installations techniques d'un montant de FCFA 258,7 milliards ;
- le matériel et outillage pour FCFA 8,3 milliards ;
- le matériel de transport d'un montant de FCFA 0,73 milliard ;
- les titres de participation et autres immobilisations financières pour un montant cumulé de FCFA 65,3 milliards.

Net fixed assets consist mainly of the net amount (gross amount - amortization) for the following investments:

- *Participation of PETROCI in the investments on oil blocks up to FCFA 308.16 billion;*
- *The value of the land acquired for the sum of FCFA 3.8 billion;*
- *The value of purchased field for an amount of FCFA 18.2 billion;*
- *Technical plants for an amount of FCFA 258.7 billion;*
- *Machinery and Equipment for FCFA 8.3 billion;*
- *Transport equipment for FCFA 0.73 billion;*
- *Equities and other financial assets for a total amount of 65.3 billion FCFA.*

9 - CREANCES CLIENTS ET ASSIMILES A COURT TERME (en millions de F CFA)

SHORT TERM RECEIVABLES AND EQUIVALENT (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
CIE GAZ (1) CIE GAS (1)	297 722	300 941	-3 219	-1%
CIE PETROCI PETROCI CIE	19 630	14 304	5 326	37%
SIR GAZ (1) SIR GAS (1)	23 680	18 917	4 763	25%
SIR GAZ PETROCI SIR GAS PETROCI	3 375	2 833	542	19%
PETROCI CI-11(1) PETROCI CI-11(1)	22 290	17 913	4 377	24%
PETROCI CI-11 PETROCI CI-11	3 104	1 836	1 268	69%
FOXTROT INTERNATIONAL FOXTROT INTERNATIONAL	14 466	15 471	-1 005	-6%
CNR CNR	1 887	894	993	111%
SIR APPONTEMENT ET TRADING SIR APPONTEMENT ET TRADING	6 893	4 791	2 102	44%
KAMPAC OIL KAMPAC Oil	902	811	91	11%
KEEN LLOYDS KEEN LLOYDS	3 165	2 848	317	11%
SMB SMB	496	440	56	13%
UNILEVER (Gaz naturel) UNILEVER (Natural Gas)	171	258	-87	-34%
NESTLE NESTLE	398	551	-153	-28%
ILS ILS	1 629	1 654	-25	-2%
GLENCORE GLENCORE	2 067	0	2 067	
WORLD WIDE WORLD WIDE	18 243	45 708	-27 465	-60%
SOTRA SOTRA	870	870	0	0%
STATIONS SERVICES STATIONS SERVICES	1 955	1 912	43	2%
MINISTERE DE LA DEFENSE MINISTRY OF DEFENSE	29 405	15 857	13 548	85%
ANADARKO ANADARKO	839	253	586	232%
SOGEP-GAZ NAT SOGEP-GAZ NAT	825	825	0	0%
LUKOIL LUKOIL	2 526	929	1 597	172%
SEA INVEST SEA INVEST	407	297	110	37%
WESTERN GECO WESTERN GECO	43	38	5	13%
SOCIETE DES ACIERIES SOCIETE DES ACIERIES	628	630	-2	0%
PETROCI INTERNATIONAL PETROCI INTERNATIONAL	22 866	22 733	133	1%
GESTOCI (Passage Appontement & Pipeline) GESTOCI (wharves crossing & Pipeline)	3 345	1 630	1 715	105%
CRÉANCES DIVERSES MISCELLANEOUS RECEIVABLES	15 548	12 916	2 632	20%
SOUS/TOTAL SUB/TOTAL	499 375	489 060	10 315	2%
Provisions Provisions	-18 058	-17 434	-624	4%
Total	481 317	471 626	9 691	2%

(1) Les créances sur la CIE, la SIR et PETROCI CI-11 représentent essentiellement la part des revenus pétroliers de l'Etat à recouvrer pour un montant de FCFA 343,7 milliards.

(1) The CIE, SIR and PETROCI's debts on CI-11 mainly represent the share of the State's oil revenue to be recovered.

Les créances divers se décomposent comme suit : (en millions de F CFA)*The miscellaneous receivables are detailed as follows :* (in million F CFA)

	2014
PETROCI CI-11_PART ETAT <i>PETROCI CI-11_State Share</i>	22 290
CLIENTS STATIONS SERVICES <i>Services (Filling) Stations Clients</i>	4 508
CLIENTS BUTANE <i>Butane clients</i>	1 425
CLIENTS GAZ NATUREL <i>Natural gas clients</i>	784
CLIENTS TRADING <i>Trading Clients</i>	1 524
CLIENTS BASE LOGISTIQUE <i>Base logistic base clients</i>	1 056
SNPC BLOC - MKB <i>SNPC BLOC - MKB</i>	491
CLIENTS DIVERS - EX PETROCI EP-GAZ (Provisionnés) <i>Miscellaneous clients - Former PETROCI EP-GAZ (Supplied)</i>	1 281
DIVERS COMPTES CLIENTS <i>MISCELLANEOUS CUSTOMER ACCOUNTS</i>	4 138
TOTAL	37 497

Les créances clients et assimilées ont connu une augmentation de 2% par rapport à l'exercice 2013. Elles comprennent essentiellement les impayés de factures de gaz naturel adressées à CIE pour le compte de l'État. La contrepartie de ces créances figure au passif en montant à reverser à l'État.

Au cours de l'année 2014, les opérations de compensation de dettes croisées entre l'État et la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) ont porté sur un montant global de FCFA 26,2 milliards.

La provision pour créances douteuses d'un montant global de FCFA 18,06 milliards est relative à des créances de différentes origines jugées irrécouvrables, dont certaines proviennent de PETROCI HOLDING et de ses trois ex-filiales : PETROCI Exploration, PETROCI Gaz et PETROCI Industries Services. D'autres sont issues de l'acquisition d'Ivoire Oil et Oryx.

Trade receivables and equivalents increased by 2% compared to financial year 2013. They mainly include natural gas unpaid bills submitted to CIE on behalf of the State. The amount equivalent to these claims is contained in liabilities amount to be repaid to the State.

In 2014, cross debts compensation transactions between the State and the Ivorian Electricity Company (CIE) covered a total amount of 26.2 billion FCFA. The provision for doubtful accounts amounting to FCFA 18.06 billion concerned receivables from different sources that are considered doubtful for collection, some of which come from PETROCI HOLDING and its three former subsidiaries: PETROCI Exploration, PETROCI Gaz and PETROCI Industries Services. Others are from the buying of Ivoire Oil and Oryx.

10 - AUTRES CREANCES (en millions de F CFA)

OTHER RECEIVABLES (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION Ecart	VARIATION %
Avance à l'ETAT <i>Advance payment to the STATE</i>	5 210	36 438	-31 228	-86%
Sous enlèvement (1) <i>sub-abduction (1)</i>	79 292	79 292	0	0%
Avance SOGEPE <i>Advance payment SOGEPE</i>	2 394	2 394	0	0%
Avance Raffinerie de la PAIX (2) <i>Advance payment Raffinerie de la PAIX (2)</i>	8 001	8 001	0	0%
GESTOCI Impôts fonciers <i>GESTOCI (property tax)</i>	2 825	2 825	0	0%
Etat stabilisateur <i>STATE stabiliser</i>	17 510	18 853	-1 343	-7%
Débiteurs ILS <i>ILS Debtors</i>	862	862	0	0%
HVO SIR à CIE <i>SIR HVO to CIE</i>	17 335	25 898	-8 563	-33%
CORE LABORATORIES <i>CORE LABORATORIES</i>	892	892	0	0%
PETROCI INTERNATIONAL <i>PETROCI INTERNATIONAL</i>	0	4 671	- 4 671	-100%
FONDATION PETROCI <i>FONDATION PETROCI</i>	5 211		5 211	
Autres créances <i>Other receivables créances</i>	6 714	6 327	387	6%
Provisions <i>Provisions</i>	-12 704	-12 704	0	0%
Total	133 542	173 749	-40 207	-23%

(1) Créance sur l'Etat provenant du système d'affectation des cargaisons.

(2) Etudes financées dans le cadre du projet de raffinerie ; le montant a été entièrement provisionné.

(1) Receivable from State coming from the cargo assignment system

(2) studies financed under the refinery project, the amount was fully provided.

La créance GESTOCI Impôts Fonciers provient du retraitement de l'imposition foncière des immobilisations réalisées par PETROCI, subventionnées par l'État et depuis exploitées par GESTOCI sans aucune contrepartie financière. PETROCI a alors estimé que les charges engendrées par l'exploitation de ces immobilisations devraient être supportées par GESTOCI.

En son temps, les ministères de tutelle s'étaient saisis de la question et une communication en conseil des ministres devrait y apporter une solution. Malheureusement, cela n'a pas encore été possible.

La rubrique "État stabilisateur" quant à elle, enregistre la quote-part du prix du butane subventionnée par l'État. Ainsi, chaque fin de mois, une situation du butane vendu par emballage est établie et le montant de la subvention est multiplié par la quantité vendue. Le montant obtenu fait alors l'objet d'une déclaration adressée à la

GESTOCI (property tax) receivable derives from the reprocessing of property taxation of capital investments made by PETROCI, subsidized by the State and operated since then by GESTOCI without any financial compensation. PETROCI then found that expenses generated by the exploitation of these assets should be paid by GESTOCI.

At that time, supervisory ministries were seized of the issue by the Council of Ministers should bring a solution. Unfortunately, this has not yet been possible.

Meanwhile, the State stabilizer item, recorded the share of the price of butane subsidized by State. So at the end of each month, a situation of packaging butane sold is established and the amount of the subsidy is multiplied by the quantity sold. The resulting amount is then subject to a declaration addressed to the Senior Management of Hydrocarbons (DGH) for payment. Unfortunately, refunds lagged behind.

Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) pour paiement. Malheureusement, les remboursements accusent du retard.

Pour sa part, la rubrique "HVO SIR A CIE" enregistre les livraisons de HVO par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) à la CIE via la PETROCI. Un protocole d'accord devant régir les modalités de livraison et de paiement des factures de HVO est en cours de signature.

For its part, the SIR HVO to CIE items recorded deliveries of HVO by the Ivorian Refining Company (SIR) to the CIE via PETROCI. A protocol agreement governing the terms of delivery and payment of HVO bills is being signed.

11 - TRESORERIE (en millions de F CFA)

CASH FLOW (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	VARIATION %
Placement BACI <i>Financial investment BACI</i>	414	414	0	0%
Placement UBA <i>Financial investment UBA</i>	120	120	0	0%
Placement BFA <i>Financial investment BFA</i>	3500	0	3500	
Trésorerie courante <i>Current cash</i>	11 241	21 066	-9 039	-44%
Total	15 275	21 600	-5 539	-27%

12 - CAPITAUX PROPRES (en millions de F CFA)

EQUITY (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	VARIATION %
Capital Social <i>Capital social</i>	20 000	20 000	0	0%
Fonds de dotation <i>Endowment fund</i>	13 104	13 104	0	0%
Réserves indisponibles <i>Reserves not available</i>	56 995	56 995	0	0%
Réserves libres <i>Free reserves</i>	5 329	5 329	0	0%
Report à nouveau <i>Earnings carried forward</i>	56 820	42 982	13 838	32%
Résultat de l'exercice <i>Result for the financial year</i>	8 528	28 838	-20 310	-70%
Subvention d'investissement (CI-02) <i>Investment subsidy (CI-02)</i>	4 900	4 900	0	0%
Provision réglementées et fonds assimilés <i>Regulated provisions and assimilated funds</i>	180 514	-	180 514	-
Total	346 189	172 148	174 041	101%

La variation des capitaux propres de FCFA 174,04 milliards résulte de la part du bénéfice 2013 non distribué, de la prise en compte du bénéfice de l'exercice 2014 qui s'établit à FCFA 8,5 milliards et de la régularisation des amortissements dérogatoires des blocs pétroliers qui s'élève à FCFA 180,51 milliards.

The variation in equity of FCFA 174.04 billion resulted from the share of the undistributed profit in 2013, taking into account the profit for the fiscal year 2014 which amounted to FCFA 8.5 billion and the regularization of oil blocks exceptional depreciation amounting to FCAF 180.51 billion.

13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (en millions de F CFA)

PROVISIONS FOR RISKS AND CHARGES (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
Provision pour litiges commerciaux et sociaux <i>Provision for commercial and social disputes or litigations</i>	299,84	724	-424	-59%
Provision pour départ à la retraite <i>Provision for retirement</i>	6 635	5 515	1 120	20%
Provisions pour abandon CI-11 <i>Provision for the abandonment of CI-11</i>	7 096	6 419	677	11%
Provision pour abandon CI-26 <i>Provision for the abandonment of CI-26</i>	9 532	4 917	4 615	94%
Provision pour abandon CI-27 <i>Provision for the abandonment of CI-27</i>	6 598	6 843	-245	-4%
Provision pour abandon CI-40 <i>Provision for the abandonment of CI-40</i>	4 670	1 685	2 985	177%
Provision pour démantèlement BELIER (1) <i>provision for the dismantlement of the Belier platform (1)</i>	30 165	30 165	0	0%
Autres provisions financières <i>Other financial provisions</i>	0	2 600	-2 600	-100%
Total	64 997	58 868	6 129	10%

(1) Le montant de la provision pour démantèlement de la plate-forme BELIER provient d'une étude technique et financière menée par la société SERAMAR et son partenaire V. NAVY, à la demande de PETROCI. Estimation faite à 45 986 174,57 Euros.

(1) The amount of the provision for dismantlement of the BELIER platform derived from a technical and financial study conducted by the SERAMAR Company and their partner V. NAVY, at the request of PETROCI. Estimate made for 45 986 174.57 Euros.

14 - DETTES A LONG TERME (en millions de F CFA)

LONG TERM DEBTS (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION	
			Ecart	%
Emprunt ECOBANK CI-27 <i>Loan from ECOBANK CI-27</i>	73	73	0	0%
Emprunt ECOBANK (bons du trésor) <i>Loan from ECOBANK (Treasury bills)</i>	0	77	-77	-100%
Emprunt BSIC Sécurisation Site <i>Loan from BSIC Securing Site</i>	746	2 140	-1 394	-65%
Prépaiement DMO Worldwide Energy <i>Prepayment DMO Worldwide Energy</i>	2 925	12 675	-9 750	-77%
Emprunt Glencore <i>Loan from GLENCORE</i>	51 223	61 821	-10 598	-17%
Emprunt STANDARD CHARTERED BANK <i>Loan from STANDARD CHARTERED BANK</i>	0	1 250	-1 250	-100%
Emprunt BIAO pipeline <i>Loan from BIAO Pipeline</i>	292	838	-546	-65%
Emprunt BACI / Avance à l'Etat <i>Loan from BACI / Advance payment to the State</i>	0	50 000	-50 000	-100%
Emprunt BACI rachat part ENERCI <i>Loan from BACI repurchase of the ENERCI share</i>	27 610	0	27 610	
Autres dettes financières <i>Other financial debts</i>	888	766	122	16%
Intérêts courus <i>Accrued interest</i>	1 176	487	689	141%
Total	84 933	130 127	-45 194	-35%

Au cours de l'exercice 2014, FCFA 28 milliards ont été mobilisés auprès de la BACI pour financer le rachat de 40% des parts de la société ENERCI dans le consortium CI-27.

During the year 2014, 28 billion FCFA were mobilized from the BACI to finance the acquisition of 40% of the shares of the Enerci Company in the CI-27 consortium.

DETTES A COURT TERME

Cette rubrique regroupe essentiellement les postes suivants :

- Dettes envers l'État
- Fournisseurs
- Découverts bancaires.

SHORT-TERM DEBTS

This section takes into account the following items essentially:

- *Debts to the State*
- *Suppliers*
- *Bank overdrafts*

15 - DETTES ENVERS L'ETAT (en millions de F CFA)

a) DEBTS TO THE STATE (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION Ecart	VARIATION %
Etat Pétrole Brut et gaz CI-11 <i>Crude oil and gas CI-11 State</i>	79 506	69 282	10 224	15%
Etat Pétrole Brut et gaz CI-26 <i>Crude oil and gas CI-26 State</i>	196 485	160 988	35 497	22%
Etat gaz CI-27 <i>Gas CI-27 State</i>	107 542	135 684	-28 142	-21%
Etat Pétrole Brut et gaz CI-40 <i>Crude oil and gas CI-40 State</i>	12 504	44 026	-31 522	-72%
Etat impôts et taxes <i>Taxes and charges</i>	8 807	7 915	892	11%
Autres dettes fiscales et sociales <i>Other tax and social debts</i>	2 965	3 485	-520	-15%
Total	407 810	421 380	-13 570	-3%



16 - FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES A COURT TERME (en millions de F CFA)

DEBTS TO SUPPLIERS AND OTHER SHORT TERM LIABILITIES (in million F CFA)

	2014	2013	VARIATION Ecart	VARIATION %
SIR (carburant) <i>SIR (fuel)</i>	57 505	50 984	6 521	13%
FOXTROT INTERNATIONAL <i>FOXTROT INTERNATIONAL</i>	471	406	65	16%
ANTONI MERLONI <i>ANTONI MERLONI</i>	0	291	-291	-100%
PAA <i>PAA</i>	229	793	-564	-71%
SA TIERI <i>SA TIERI</i>	0	6	-6	-100%
PARLYM <i>PARLYM</i>	820	565	255	45%
AMAK <i>AMAK</i>	35	1	34	3400%
INTEROIL <i>INTEROIL</i>	104	104	0	0%
COPROPRIETE LES HEVEAS <i>JOINT OWNERSHIP LES HEVEAS</i>	23	3	20	668%
BANAMUR <i>BANAMUR</i>	54	26	28	109%
FRIEDLANDER <i>FRIEDLANDER</i>	-16	6 575	-6 591	-100%
GESTOCI <i>GESTOCI</i>	1 124	439	685	156%
ENSBTP <i>ENSBTP</i>	98	98	0	0%
SHELL INTERNATIONAL <i>SHELL INTERNATIONAL</i>	0	21 659	-21 659	-1%
GEOGAZ TRADING <i>GEOGAZ TRADING</i>	21	4 069	-4 048	-99%
CORLAY <i>CORLAY</i>	419	763	-344	-45%
CI-TRAPIL <i>CI-TRAPIL</i>	239	654	-415	-63%
SAIPEM <i>SAIPEM</i>	394	402	-8	-2%
SEA INVEST <i>SEA INVEST</i>	494	650	-156	-24%
ASCOMA <i>ASCOMA</i>	-403	560	-963	-172%
PARM AFRIQUE <i>PARM AFRIQUE</i>	225	286	-61	-21%
UA <i>UA</i>	526	213	313	147%
SDOT <i>SDOT</i>	0	225	-225	-1%
SCTII <i>SCTII</i>	1	103	-102	-99%
FRANZETTI <i>FRANZETTI</i>	149	101	48	48%
Fournisseurs Divers <i>Miscellaneous Suppliers</i>	13 325	3 789	9 536	252%
TOTAL	75 835	93 765	-17 930	-19%
Consigne bouteilles <i>Deposit on Cylinders</i>	6 328	5 862	466	8%
Autres dettes et risques provisionnées (1) <i>Other provisioned debts and risks (1)</i>	313 114	209 014	104 100	50%
TOTAL fournisseurs et autres dettes TOTAL Suppliers and other debts	395 277	308 641	86 636	28%

LES AMORTISSEMENTS DES BLOCS PETROLIERS

PETROCI a historiquement et de façon permanente déterminé les amortissements des coûts pétroliers immobilisés dans ses comptes (coûts d'exploration, d'évaluation et de développement), suivant les dispositions particulières du régime fiscal des contrats de partage de production d'hydrocarbures dans lesquels la société est engagée.

Les amortissements ainsi calculés étaient assimilés à des amortissements pour dépréciation (dits amortissements économiques) et comptabilisés comme tels, en réduction de la valeur brute des coûts immobilisés inscrits à l'actif du bilan. Or, le SYSCOA dispose que les amortissements pratiqués en application de dispositions fiscales constituent, pour la partie excédant les amortissements économiques déterminés suivant l'application des seules règles comptables, des amortissements dérogatoires à ne pas enregistrés en diminution de la valeur des actifs au bilan. Ils sont portés distinctement au passif du bilan dans les "provisions réglementées". Ces amortissements dérogatoires sont subséquemment repris et intégrés dans les profits futurs de l'entreprise lorsque l'amortissement dérogatoire devient inférieur à l'amortissement économique.

Le traitement comptable retenu par PETROCI jusqu'à la clôture des comptes au 31 décembre 2013 s'avérant erroné au regard des dispositions du SYSCOA, il a été procédé à des corrections rétroactives depuis le début de l'amortissement de chaque bloc en production au 31 décembre 2014. Pour ce faire:

- une méthode d'amortissement économique a été retenue: la méthode des unités de production qui consiste à amortir les coûts immobilisés au rythme d'épuisement des réserves prouvées d'hydrocarbures (produit des coûts restant à amortir au début de l'exercice par le rapport de la production de l'exercice sur la réserve restante évaluée en début d'exercice) ;
- les amortissements économiques de chaque exercice ont été déterminés rétrospectivement et comparés aux dotations pour « amortissements fiscaux » comptabilisés pour l'exercice donné ; la différence constituant les amortissements dérogatoires ;
- les écritures de correction ont été constatées dans les comptes de l'exercice 2014. Elles se sont traduites par la réduction des amortissements cumulés concourant à la détermination au bilan de la valeur comptable nette des coûts immobilisés (ligne « frais de recherche et de développement » à l'actif du bilan) en contrepartie du poste « provisions réglementées et fonds assimilés » figurant au passif du bilan. Le montant total ainsi transféré, sans impact sur le résultat de l'exercice, s'élève à 180 513 526 274 FCFA. Il représente des profits comptables futurs.

Les amortissements de l'exercice 2014 se chiffrant à 36 394 795 358 FCFA se ventilent comme suit : 6 970 366 109 FCFA d'amortissements économiques enregistrés dans les comptes de dotations aux amortissements et aux provisions (ligne RS du compte de résultat) et 29 424 429 249 FCFA d'amortissements dérogatoires figurant dans la ligne « SM, dotations HAO » dans les charges en contrepartie de la ligne « provisions réglementées et fonds assimilés » au passif du bilan.

NOTE SUR LES PREVISIONS ET PERSPECTIVES 2015

Les prévisions de l'exercice 2015 tiennent compte du contexte d'une production de pétrole brute en baisse, voir stagnante ces dernières années, ainsi que des recommandations des différentes tutelles et du Conseil d'Administration, notamment par des efforts de réduction des charges globales et de gestion plus efficiente des ressources de l'entreprise.

L'année 2015 sera caractérisée par les principaux faits majeurs suivants :

- L'augmentation de la production de pétrole brut du champ ESPOIR (CI-26) à partir d'avril 2015 par le forage de six puits de production et quatre puits d'injection ;
- L'accroissement de la production de pétrole brut du champ BAOBAB (CI-40) à partir d'août 2015 par le forage de cinq puits producteurs et d'un puits injecteur ;
- La mise en production du puits MARLIN-2A (Bloc CI-27) durant le 3ème trimestre 2015.
- La réhabilitation, le re-branding et la mise en service de la totalité du réseau de stations-services PETROCI.
- La mise en service du poste source de Yopougon permettant l'approvisionnement en gaz naturel des industriels ;
- La mise en œuvre du plan stratégique par le cabinet MC KINSEY en vue de mieux positionner PETROCI sur l'échiquier de la Sous-région.

Le total des produits projetés pour l'exercice 2015 est de FCFA 254,26 milliards contre une clôture 2014 de FCFA 235,89 milliards, soit un écart favorable de FCFA 18,37 milliards.

Le total des charges anticipées par nos activités est estimé à FCFA 207,20 milliards contre une clôture 2014 de FCFA 248,24 milliards, soit une diminution de FCFA 41,04 milliards.

Il résulte de ce qui précède, un résultat avant impôts estimé de FCFA 47,05 milliards et un résultat net estimé est de FCFA 20,65 milliards.

Les prévisions en termes d'investissements en 2015 sont estimées à FCFA 158,032 milliards.

AMORTIZATIONS OF PETROLEUM (OIL) BLOCKS

PETROCI historically and permanently determined the amortizations of fixed petroleum costs in its accounts (costs of exploration, appraisal and development), according to the tax system special provisions for the oil production sharing contracts in which the company is committed

The amortizations thus calculated were treated as depreciation (called economic amortization) and recorded as such. But the SYSCOA provides that the amortization booked under tax provisions are, for the portion exceeding economic amortizations determined after application of the sole accounting rules, exceptional depreciations not to be recorded as a reduction in the value of balance sheet assets. They are separately recorded in the liability section of the balance sheet in "regulated provisions". These exceptional depreciations are subsequently taken up and incorporated into future profits of the company when exceptional depreciations are less than economic amortization.

As the accounting treatment adopted by PETROCI until the closure of accounts at 31 December, 2013 turned out to be wrong regarding the provisions of SYSCOA, retroactive corrections had been conducted since the beginning of the amortization for each block in production at 31 December 2014. To do so;

- An economic amortization method was used: the method of production units which consist in amortizing the capitalized costs at the rate of depletion of proven hydrocarbon reserves (the costs not yet amortized at the beginning of the financial year multiplied by the ratio of production of the financial year on the remaining reserves estimated at beginning of year);

- The economic amortizations of each financial year were retrospectively determined and compared to amortization expenses for "tax depreciation" accounted for the particular financial year; the difference represents exceptional depreciations;

- The adjustment postings were noticed in the accounts for the year 2014. They resulted in the reduction of accumulated amortizations used to determine in the balance sheet the net book value of capitalized costs ("Research and development costs" line item on the assets side of the balance sheet) in compensation of the "regulatory provisions and equivalent funds" item in the liabilities side of the balance sheet. The total amount thus transferred, with no impact on profit for the financial year, amounted to FCFA 180 513 526 274. It represents future accounting profits.

The amortizations of financial year 2014 stood at FCFA 36,394,795,358 billion and broke down as follows: FCFA 6,970,366,109 billion economic amortization recorded in the depreciation, amortization and provisions accounts (RS line of the income statement) and FCFA 29,424, 429,249 billion exceptional depreciations included in the line "SM, HAO (non-ordinary activity) endowments" in the costs in counterpart for the line "regulatory provisions and equivalent funds" in the liabilities side of the balance sheet.

NOTE ON THE FORECASTS AND THE 2015 FUTURE PROSPECTS

The financial year 2015 forecasts take into account the context of a decline in crude oil production, and even stagnant in recent years, as well as recommendations of various supervisory bodies and the Board of Directors, including global burden reduction efforts and more efficient management of company resources.

The year 2015 will be characterized by the following main major facts:

- The increase in crude oil production from the field ESPOIR (CI-26) from April 2015 through the drilling of six production wells and four injection wells;

- The increase in crude oil production from the BAOBAB field (CI-40) from August 2015 by the drilling of five producing wells and one injector wells;

- The start of production of the MARLIN-2A (Block CI-27) well during the third quarter of 2015.

- The Rehabilitation, re-branding and putting into service of the entire PETROCI service (filling) stations network.

- The putting into service of Yopougon source station for the supply of industries with natural gas;

- The implementation of the strategic plan by the MC KINSEY firm to better position PETROCI on the Sub-region market.

Total revenues planned for the 2015 financial year was 254.26 billion FCFA against FCFA 235.89 billion in 2014, a favorable variance of FCFA 18.37 billion. Total of anticipated expenditure by our activities is estimated at FCFA 207.20 billion against FCFA 248.24 billion in 2014, a decrease of FCFA 41.04 billion. It follows from the above, a pre-tax profit of FCFA 47.05 billion and a net profit of 20.65 billion FCFA. The investments forecasts in 2015 are estimated at FCFA 158.032 billion.

BILAN

Réf	ACTIF	Exercice N			Ex. N-1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir	271 974 868		271 974 868	604 000 834
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et développement	470 603 800 334	162 441 965 028	308 161 835 306	88 565 313 867
AF	Brevets, licences, logiciels	2 813 619 121	2 340 310 160	473 308 961	512 600 199
AG	Fonds commercial	53 100 000	53 100 000		
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	3 803 485 165	5 467 651	3 798 017 514	3 736 061 265
AK	Bâtiments	26 706 278 488	8 499 408 859	18 206 869 629	18 264 872 181
AL	Installations et agencements	340 971 339 149	82 270 078 575	258 701 260 574	260 574 942 878
AM	Matériel	28 307 150 334	19 990 829 837	8 316 320 497	6 479 689 870
AN	Matériel de transport	6 524 762 012	5 790 637 468	734 124 544	904 301 621
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	4 019 762 667		4 019 762 667	3 183 765 038
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	66 604 807 167	16 217 540 872	50 387 266 295	25 616 647 468
AS	Autres immobilisations financières	14 763 644 841	109 413 181	14 654 231 660	15 220 898 380
AW	(1) dont H. A. O. :				
	Brut				
	Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	965 443 724 146	297 718 751 631	667 724 972 515	423 663 093 601
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H. A. O.	8 014 600		8 014 600	8 014 600
BB	Stocks				
BC	Marchandises	6 707 270 834	27 860 652	6 679 410 182	3 417 483 917
BD	Matières premières et autres Approvisionnements	1 517 384 046		1 517 384 046	1 159 127 957
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués	3 633 762 212	692 670 059	2 941 092 153	1 418 064 865
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	248 302 264		248 302 264	229 994 607
BI	Clients	499 375 169 188	18 058 091 073	481 317 078 115	471 626 282 052
BJ	Autres créances	146 246 433 018	12 704 245 224	133 542 187 794	173 748 370 963
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	657 736 336 162	31 482 867 008	626 253 469 154	651 607 338 961
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser				
BS	Banques, chèques postaux, caisse	15 274 920 533	782 455 004	14 492 465 529	20 813 599 779
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	15 274 920 533	782 455 004	14 492 465 529	20 813 599 779
BU	Ecart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)	4 606 959 496		4 606 959 496	2 332 172 136
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	1 643 061 940 337	329 984 073 643	1 313 077 866 694	1 098 416 204 477

BILAN

Réf	PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	capital	33 104 123 953	33 104 123 953
CB	Actionnaires capital non appelé		
CC	Primes et réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE	Ecart de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles	56 994 796 234	56 994 796 234
CG	Réserves libres	5 328 835 400	5 328 835 400
CH	Report à nouveau	56 819 759 818	42 982 118 272
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	8 528 015 575	28 837 641 546
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	4 900 000 000	4 900 000 000
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	180 513 526 275	
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	346 189 057 255	172 147 515 405
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts	28 907 079 338	54 864 435 449
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	151 518	151 518
DC	Dettes financières diverses	56 025 756 759	75 262 122 549
DD	Provisions financières pour risques et charges	64 997 202 580	58 867 029 826
DE	(1) dont H.A.O. :		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	149 930 190 195	188 993 739 342
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	496 119 247 450	361 141 254 747
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.		
DI	Clients, avances reçues	6 327 597 508	5 862 417 173
DJ	Fournisseurs d'exploitation	75 835 424 971	93 764 588 287
DK	Dettes fiscales	404 844 504 166	417 895 364 852
DL	Dettes sociales	2 965 472 554	3 484 967 433
DM	Autres dettes	305 097 617 922	204 473 730 761
DN	Risques provisionnés	8 016 861 937	4 539 829 471
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	803 087 479 058	730 020 897 977
	TRESORERIE-PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie	6 500 000 000	
DS	Banques, découverts	829 646 113	3 434 515 175
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	7 329 646 113	3 434 515 175
DU	Ecarts de conversion-passif (V) (Gain probable de change)	6 541 494 073	3 819 536 578
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV+V)	1 313 077 866 694	1 098 416 204 477

COMPTE DE RESULTAT

Réf	CHARGES (1^{ère} partie)	Exercice N	Exercice N-1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	80 200 188 229	90 633 871 263
RB	- Variation de stocks (- ou +) <i>(Marge brute sur marchandise voir TB)</i>	-3 261 926 265	-583 825 778
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		
RD	- Variation de stocks (- ou +) <i>(Marge brute sur matières voir TG)</i>	-294 509 584	152 694 851
RE	Autres achats	3 617 441 830	3 806 363 213
RH	- Variation de stocks (-ou +)	-63 746 505	
RI	Transport	1 802 574 290	1 731 903 251
RJ	Services extérieurs	37 342 375 511	33 283 440 119
RK	impôts et taxes	3 454 034 890	1 499 729 617
RL	Autres charges <i>(Valeur ajoutée voir TN)</i>	8 542 163 889	5 143 385 538
RP	Charges de personnel (1)	16 186 816 108	13 657 709 129
RQ	(1) dont personnel extérieur <i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i>		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	32 873 950 518	55 946 682 874
RW	Total des charges d'exploitation <i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>	180 399 362 911	205 271 951 077
	PRODUITS (1^{ère} partie)		
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	ventes de marchandises	90 222 638 661	110 639 183 727
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES 13 284 376 697 20 589 138 242		
TC	Ventes de produits fabriqués	135 098 775 824	141 023 101 255
TD	Travaux, services vendus	8 871 387 544	13 436 533 386
TE	Production stockée (déstockage) (+ou -)	1 523 027 288	1 269 675 082
TF	Production immobilisée		
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES 145 787 700 240 155 576 614 872		
TH	Produits accessoires	1 697 321 651	1 378 250 675
TI	CHIFFRES D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH) 235 890 123 680 266 477 069 043		
TJ	(1) dont à l'exportation		
TK	Subventions d'exploitation	1 226 100	
TL	Autres produits	3 377 637 156	7 039 389 550
TN	VALEUR AJOUTEE 109 453 417 939 139 118 574 601		
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION 9 266 601 831 125 460 855 472		
TS	Reprises de provisions	968 349 230	1 881 531 568
TT	Tansferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	241 760 363 454	276 667 665 243
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+) ; Perte (-)	61 361 000 543	71 395 714 166

COMPTE DE RESULTAT

Réf	CHARGES (2 ^{ème} partie)	Exercice N	Exercice N-1
RW	Report Total des charges d'exploitation	180 399 362 911	205 271 951 077
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	4 794 278 775	5 932 257 932
SC	Pertes de change	655 254 669	5 646 082 888
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	3 310 943 864	928 778 367
SF	Total des charges financières	8 760 477 308	12 507 119 187
	(Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	189 159 840 219	217 779 070 264
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	4 809 398	
SL	Charges H.A.O.		
SM	Dotations H.A.O.	29 424 429 249	
SO	Total des charges H.A.O.	29 429 238 647	
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	29 649 872 320	35 511 101 921
SS	Total participation et impôts	29 649 872 320	35 511 101 921
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	248 238 951 186	253 290 172 185
	(Résultat net voir UZ)		
	PRODUITS (2^{ème} partie)		
RW	Report Total des produits d'exploitation	241 760 363 454	276 667 665 243
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	226 644 063	346 559 782
UC	Gains de change	7 479 361 697	4 512 575 932
UD	Reprises de provisions	2 600 000 000	228 732 528
UE	Transferts de charges		321 413 633
UF	Total des produits financiers	10 306 005 760	5 409 281 875
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	1 545 528 452	-7 097 837 312
UH	Total des produits des activités ordinaires	252 066 369 214	282 076 947 118
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)		
	(+ ou -)	62 906 528 995	64 297 876 854
	(1) dont impôt correspondant :		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	1 955 907 591	49 434 093
UL	Produits H.A.O.	2 744 689 956	1 432 520
UM	Reprises H.A.O.		
UN	Transfert de charges		
UO	Total des produits H.A.O.	4 700 597 547	50 866 613
UP	RESULTAT H.A.O (+ ou -)	-24 728 641 100	50 866 613
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	256 766 966 761	282 127 813 731
UZ	RESULTAT NET		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)	8 528 015 575	28 837 641 546

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

1^{ère} PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes | à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants | d'actif immobilisé

		E.B.E.	93 266 601 831
(SA) Frais financiers	4 794 278 775	(TT) Transport de charges d'exploitation	
(SC) Pertes de change	655 254 669	(UA) Revenus financiers	226 644 063
(SC) Charges H.A.O.		(UE) Transferts de charges financiers	
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	7 479 361 697
(SR) Impôts sur le résultat	29 649 872 320	(UL) Produits H.A.O.	2 744 689 956
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
Total (I)	35 099 405 764	Total (II)	103 717 297 547

CAFG

= 68 617 891 783

(N-1) : 83 553 404 598

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distribution de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 68 617 891 783 - 15 000 000 000 = **53 617 891 783**

(N-1) : 68 553 404 598

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N-(N-1)	Emploi augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	3 261 926 265	ou
(BD) Matières premières	358 256 089	ou
(BE) En-cours		ou
(BF) Produits fabriqués	1 523 027 288	ou
(A) Variation globale nette des stocks	5 143 209 642	ou

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

Variation des créances : N-(N-1)	Emploi augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	18 307 657	ou	
(BI) Clients	9 690 796 063	ou	
(BJ) Autres créances		ou	40 206 183 169
(BU) Ecart de conversion - Actif	2 274 787 360	ou	
(B) Variation globale nette des créances		ou	28 222 292 089

Variation des dettes circulantes: N - (N -1)	Emploi diminution (-)		Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues		ou	465 180 335
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	17 929 163 316	ou	
(DK) Dettes fiscales	13 050 860 686	ou	
(DL) Dettes sociales	519 494 879	ou	
(DM) Autres dettes		ou	100 623 887 161
(DN) Risques provisionnés		ou	3 477 032 466
(DU) Ecart de conversion - Passif		ou	2 721 957 495
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	75 788 538 576

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)

ou

98 867 621 023

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

Variation des créances : N - (N-1)	N	N-1
Excédent brut d'exploitation	93 266 601 831	125 460 865 472
- Variation du B.F.E. (si emplois ; + si ressources (-ou+))	98 867 621 023	-55 767 260 465
- Production immobilisée	-	-
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	192 134 222 854	69 693 605 007

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

2^{ème} PARTIE : TABLEAU

Réf		Exercice N		Exercice N-1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I - INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)			-7 822 642
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	75 609 173 439		-54 743 107 197
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	16 339 894 274	1 955 907 591	-34 045 898 417
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	28 081 562 691	566 666 720	6 019 817 942
FF	INVESTISSEMENTS TOTAL	117 508 056 093		-82 777 010 314
CP	II - VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf.supra : Var. B.F.E.)		ou 98 867 621 023	49 991 255 538
FH	A- EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF+FG)	18 640 435 070		-32 785 754 776
FI	III - EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)		ou	
FJ	IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	74 499 926 598		-54 970 873 796
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B- EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	93 140 361 668		-87 756 628 572
	V- FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	15 000 000 000	68 617 891 783	67 530 774 403
	VI - FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN	Subventions d'investissement			
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
	VII - FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts (2)		28 189 761 688	4 184 562 471
FR	Autres dettes financières (2)		1 116 443 009	20 425 773 000
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C-RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		82 924 096 480	92 141 109 874

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

Réf		Exercice N		Exercice N-1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
FT	D-EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)	10 216 265 188 ou		4 384 481 302
	VIII- VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	7 162 819 416		
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	17 379 084 604		
FW	Variation Trésorerie : (+ si Emploi; - si Ressources)	-10 216 265 188	ou	10 216 265 188
				-4 384 481 302

Contrôle : D=VIII avec signe opposé

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles"

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N-1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N-1)	109 083 886 211 ou	
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N-1)		ou 98 867 621 023
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N-1)		ou 10 216 265 188
TOTAL	109 083 886 211 =	109 083 886 211



Opinions sur les états financiers

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Côte d'Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondage ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant les montants et informations figurant dans les états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

1. Suivis des réserves de l'exercice 2013

Dans leur rapport général daté du 17 juillet 2014 et relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, vos commissaires aux comptes avaient formulé des réserves sur les comptes. Nous avons procédé au suivi de celles par nous jugées pertinentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, au point 1.1 à 1.3 ci-après.

- 1.1. La société PETROCI HOLDING S.A. a comptabilisé, dans ses immobilisations corporelles en cours plutôt que dans les immobilisations financières, un montant de F CFA 32 676 millions constitué d'avances versées à la société MRS HOLDING et de frais engagés dans le cadre de l'opération de rachats des actifs de distribution de CHEVRON AFRICA HOLDINGS LIMITED par la société CORLAI GLOBAL S.A. (consortium constitué de PETROCI HOLDING S.A. et MRS HOLDING). Un litige né de divergence sur le prix d'acquisition de la filiale de Côte d'Ivoire n'a pas permis la signature du pacte d'actionnaires devant définir les parts de chacun dans le consortium. Du fait de ce litige, PETROCI HOLDING S.A. a constaté une dépréciation forfaitaire de F CFA 3 000 millions dans les comptes clos le 31 décembre 2013 pour couvrir le risque de non-valeur encouru sur le montant de l'avance.

Au 31 décembre 2014, ce litige n'a pas connu de dénouement et les écritures comptables ont été maintenues en l'état.

Nous ne sommes pas en mesure d'anticiper son issue et partant d'apprécier si la provision pour dépréciation constatée est justifiée et suffisante.

- 1.2. La société faisait l'objet d'une mise en demeure de payer la somme de 39 484 millions de nairas soit F. CFA 116 653 millions en exécution de la caution donnée dans le cadre du financement de l'opération de rachat des actifs de la société CHEVRON AFRICA HOLDINGS LIMITED. Aucune conséquence comptable n'avait été tirée de cette situation désormais portée devant les tribunaux nigériens.

Le contentieux est toujours pendant et les comptes au 31 décembre 2014 ne comprennent aucune charge probable y relative. Les informations disponibles ne nous ont pas permis d'estimer la charge probable que PETROCI pourrait supporter en définitive.

- 1.3. Selon les conclusions du rapport de liquidation, les différents actionnaires dont PETROCI HOLDING devraient contribuer à l'apurement des dettes de la SN Air Ivoire. La quote-part de la PETROCI HOLDING S.A. ne lui avait pas été expressément signifiée. Aucune provision concernant ce passif, n'avait donc été constatée dans les comptes de PETROCI HOLDING au 31 décembre 2013.

Cette situation est demeurée inchangée au 31 décembre 2014.

2. La société a comptabilisé une provision pour démantèlement de la plateforme Bélière pour un montant de F CFA 30 165 millions. Ce montant déterminé par un expert en 2009 n'a pas été mis à jour depuis lors. Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier l'impact des corrections qui auraient pu s'avérer nécessaires si le montant avait été actualisé à la date du 31 décembre 2014.
3. La provision pour abandon des blocs pétroliers en exploitation à la date du 31 décembre 2014, figurant au passif du bilan se chiffre à F CFA 27 897 millions. L'évaluation ne s'appuie pas sur des travaux d'experts indépendants, ni sur des bases détaillées que nous aurions pu vérifier. Il s'ensuit que les diligences que nous avons pu mettre en œuvre ne sont pas suffisantes pour valider le montant de la provision.
4. PETROCI HOLDING S.A. enregistre dans sa comptabilité un compte bancaire dénommé « CITIBANK 00114775002 ex ILS ». Ce compte affiche un solde créditeur de F CFA 478 millions au 31 décembre 2014. La société n'a pu mettre aucun relevé bancaire à notre disposition. Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de vérifier le compte en cause.

The opinions on the financial statements

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in Côte d'Ivoire; these standards require the implementation of procedures to obtain reasonable assurance that the annual financial statements are free from any material misstatements. An audit is to verify, by a survey or another method of selection, evidence supporting the amounts and information contained in the financial statements. An audit also includes the assessing of the accounting principles used and significant estimates made and the overall financial statement presentation. We believe that the data we have obtained are sufficient and appropriate for our opinion.

Followed-ups of the reserves for the financial year 2013

In their general report of July 17, 2014 and for the year ended December 31, 2013, your auditors had expressed reservations on the accounts. We followed up those we found relevant for the year ended December 31, 2014, in 1.1A.3 below.

The company PETROCI HOLDING had recorded in its tangible assets under construction rather than its financial assets, an amount of FCFA 32,676 million paid in advance to the company MRS HOLDING and expenses incurred in connection with the repurchasing transactions of CHEVRON AFRICA HOLDINGS LIMITED distribution assets by the CORLAY GLOBAL SA Company (consortium between PETROCI HOLDING and MRS HOLDING). A dispute arising from differences on the acquisition price of the Cote d'Ivoire subsidiary did not lead to the signing of the shareholders' agreement to define the shares of each party in the consortium. Because of this dispute, PETROCI HOLDING SA recorded a fixed depreciation of 3,000,000 in its financial statements at December 31, 2013 to cover the risk of non incurred value on the amount of the advance. At December 31, 2014, the dispute did not reach any outcome and accounting records were kept in the statements. We are not able to anticipate its outcome and therefore to assess whether the provision for depreciation recorded is justified and sufficient.

The company was the subject of a formal notice to pay the sum of 39,484 million Naira, FCFA 116,653 million in connection with the guarantee given in the context of financing the buy-back operation of the assets of CHEVRON AFRICA HOLDINGS LIMITED company. No accounting result had been drawn from this situation now brought before Nigerian courts.

Litigation is still pending and the accounts at 31 December 2014 do not include any probable expenses associated with them. The information available did not allow us to estimate the expected amount PETROCI could finally pay.

According to the conclusions of the liquidation report, the different shareholders including PETROCI HOLDING should contribute to the settlement of the debts of the SN Air Ivoire. The share of PETROCI HOLDING SA had not been expressly notified. No provision for this liability had therefore been recorded in the accounts of PETROCI HOLDING at December 31, 2013. This situation remained unchanged as at December 31, 2014.

The Company recorded a provision of FCFA for \$ 30.165 billion for the dismantling of the Belier platform. This amount determined by an expert in 2009 has not been updated ever since. We are not able to appreciate the impact of adjustments that could have been necessary if the amount had been updated as of December 31, 2014.

The provision for the abandonment of oil blocks in operation as at December 31, 2014, recorded on the liabilities side of the balance sheet amounted to 27,897 million FCFA. The assessment was not based on experts' work, nor on detailed bases could we check. It follows that the procedures we implemented were not sufficient.

PETROCI HOLDING SA recorded in its accounts a bank account called «CITIBANK 00114775002 ex ILS». This account had a credit balance of FCFA 478 million as at December 31, 2014. The company could not present to us any bank statements related to the said account. Therefore, we were not able to verify the account in question.

5. **Opinion de Fidexci sur les états financiers annuels**

Sous ces réserves, nous certifions que les états financiers joint sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de PETROCI HOLDING S.A. au 31 décembre 2014, ainsi que du résultat des opérations et des ressources et des emplois de fonds pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et principes comptables du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).

6. PETROCI HOLDING S.A. a initié en 2008 un projet immobilier portant sur 302 villas au profit de son personnel. Les dépenses afférentes à ce projet sont systématiquement comptabilisées en immobilisations en cours. Elles sont considérées comme concourant à la production d'actifs pour le compte de la société. Lors du transfert des logements aux bénéficiaires, la sortie des actifs sera constatée par voie de cession, la valeur non recouvrée auprès de ces derniers constituant une perte sur cession d'actifs qui serait comptabilisée comme telle. Le cout total immobilisé s'élève au 31 décembre 2014 à F CFA 13 076 millions. Le quote-part du coût de revient qui ne sera pas à la charge des bénéficiaires est une perte certaine dans son principe, la destination des logements étant connue. Elle devrait être estimée et provisionnée par le jeu d'une dépréciation du montant inscrit dans les immobilisations en cours. Le coût de revient de la villa destinée au village d'Abatta constitue également une charge à évaluer et provisionner à la clôture. Les informations disponibles ne nous ont pas permis d'évaluer les ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires.

7. **Opinion de PricewaterhouseCoopers sur les états financiers annuels**

Sous réserve de l'incidence des points exposés aux paragraphes 1 à 4 ainsi que 6 ci-dessus, nous certifions que les états financiers joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de PETROCI HOLDING S.A. au 31 décembre 2014, ainsi que du résultat des opérations et des ressources et des emplois de fonds pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et principes comptable du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).

8. Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les situations suivantes décrites dans l'annexe des comptes annuels :

8.1. *Corrections rétrospectives de la pratique et de la comptabilisation des amortissements des coûts pétroliers*

PETROCI a historiquement et de façon permanente déterminé les amortissements des coûts pétroliers immobilisés dans ses comptes (coûts d'exploration, d'évaluation et de développement), suivant des dispositions particulières du régime fiscal des contrats de partage de production d'hydrocarbures dans lesquels la société est engagée.

Les amortissements ainsi calculés étaient assimilés à des amortissements pour dépréciations (dits amortissement économiques) et comptabilisés comme tels, en réduction de la valeur brute des coûts immobilisés inscrite à l'actif du bilan. Or, le SYSCOA dispose que les amortissements pratiqués en application de dispositions fiscales constituent, pour la partie excédant les amortissements économiques déterminés suivant l'application des seules règles comptables, des amortissements dérogatoires à ne pas enregistrer en diminution de la valeur des actifs au bilan. Ils sont à porter distinctement au passif du bilan dans les « provisions réglementées ». Ces amortissements dérogatoires sont subséquemment repris et intégrés dans les profits futurs de l'entreprises lorsque l'amortissement dérogatoire devient inférieur à l'amortissement économique. Le traitement comptable retenu par PETROCI jusqu'à la clôture des comptes au 31 décembre 2013 s'avérant erroné au regard des dispositions du SYSCOA il a été procédé par des corrections rétroactives depuis le début de l'amortissement de chaque bloc en production au 31 décembre 2014.

The opinions of Fidexci on the annual financial statements

Subject to these reservations, we certify that the attached financial statements are true and fair and provide a true view of the financial position and assets of PETROCI HOLDING SA at December 31, 2014 as well as the results of operations and statements of source and expenditure of funds for the year then ended, in conformity with the accounting rules and principles of West African accounting system (SYSCOA).

PETROCI HOLDING SA initiated in 2008 a real estate project on 302 villas for the benefit of its staff. The expenses on this subject are systematically recorded as current assets. They are considered as involved in the production of assets on behalf of the company. When transferring the houses to beneficiaries, the release of assets will be recorded in a form of sale and the uncollected value from these shall represent a loss on sale and will be recorded as such. The immobilized total cost amounted at 31 December 2014 to 13,076 million FCFA. It should be estimated provisioned by the scheme of a depreciation of the amount entered by current assets. The portion of cost price that will not be at the expense of beneficiaries is a sure waste. In its principle as the destinations of the housing are known. It should be estimated provisioned through a depreciation of the amount entered by current assets. The cost of the villa for the village of Abatta also constitutes a charge to evaluate and provision at closing. The information available do not allow us to assess the adjustments that might be necessary.

The opinions of PricewaterhouseCoopers on the annual financial statements

Subject to the impact of the matters discussed in paragraphs 1 to 4 and 6 above, we certify that the financial statements are consistent and sincere and give a true and fair view of the financial position and assets of PETROCI HOLDING SA as at December 31, 2014 as well as the results of operations and statements of source and expenditure of funds for the year then ended, in conformity with the accounting rules and principles of West African accounting system (SYSCOA).

Without questioning the opinion expressed above, we draw your attention on the following situations described in the notes to the financial statements:

Retrospective adjustments in respect of the practice and the recording of the depreciation and amortization of oil costs.

PETROCI historically and permanently determined the depreciations of oil costs Immobilized in its accounts (costs of exploration, appraisal and development), following the tax system special provisions for hydrocarbon production sharing contracts in which the company is committed.

Depreciations thus calculated were treated as depreciation, amortization (called economic amortization) and recorded as such, reducing the gross value of fixed costs included in the asset side of the balance sheet. But the SYSCOA provides that the amortizations applied according to the tax provisions represent, for the portion exceeding economic amortizations following the application of the sole accounting rules, exceptional depreciations should not be recorded as a reduction of the value of balance sheet assets. They are distinctly recorder in the liabilities side of the balance sheet, in "regulated provisions". These exceptional depreciations are subsequently taken over and incorporated into the future profits of the company when exceptional depreciations are less than economic amortizations. As the accounting treatment adopted by PETROCI until the closure of the accounts at 31 December 2013 turned to be wrong regarding the provisions of SYSCOA, some retroactive corrections have been conducted since the beginning of the amortization of each block in production at 31 December 2014.

Opinion de PricewaterhouseCoopers sur les états financiers annuels *(Suite)*

Pour ce faire :

- une méthode d'amortissement économique a été retenue : la méthode des unités de production qui consiste à amortir les coûts immobilisés au rythme d'épuisement des réserves prouvées d'hydrocarbure (produit des coûts restant à amortir au début de l'exercice par le rapport de la production de l'exercice sur la réserve restante évaluée en début d'exercice) ;
- les amortissements économiques de chaque exercice ont été déterminés rétrospectivement et comparés aux dotations pour « amortissements fiscaux » comptabilisés pour l'exercice donné ; la différence constituant les amortissements dérogatoires ;
- les écritures de correction ont été constatées dans les comptes de l'exercice 2014. Elles se sont traduites par la réduction des amortissements cumulés concourant à la détermination au bilan de la valeur comptable nette des coûts immobilisés (ligne « frais de recherche et de développement » à l'actif du bilan) en contrepartie du poste « provision règlementées et fonds assimilés » figurant au passif du bilan. Le montant ainsi transféré, sans impact sur le résultat de l'exercice, s'élève à 180 513 526 274 F CFA. Il représente des profits comptables futurs.

Les amortissements de l'exercice 2014 se chiffrant à 36 394 795 358 F CFA se ventilent comme suit : 6 970 366 109 FCFA d'amortissements économiques enregistrés dans les comptes de dotations aux amortissements et aux provisions (ligne RS du compte de résultat) et 29 424 429 249 FCFA d'amortissements dérogatoires figurant dans la ligne « SM, dotations HAO » dans les charge en contrepartie de la ligne « provision réglementées et fonds assimilés au passif du bilan.

8.2. *Avoirs dans les livres de la Banque pour le Financement de l'Agriculture en liquidation*

La société dispose de dépôts s'élevant à F CFA 3 842 millions, dans les livres de la Banque pour le Financement de l'Agriculture (BFA), mise en liquidation au cours de l'exercice 2014.

La liquidation étant non judiciaire et pilotée par l'Etat de Côte d'Ivoire, actionnaire de la banque, la société se dit être confiante quant au recouvrement, a tout le moins d'une partie significative, de ses avoirs et estime que les informations disponibles ne permettent pas d'estimer une perte probable

The opinions of pricewaterhousecoopers on the annual financial statements (Continued)

To do so:

- an amortization method was used: the method of production units which consists in amortizing the capitalized costs at the rate of depletion of hydrocarbon proven reserves (the costs not yet amortized at the beginning of the financial year multiplied by the ratio of production of the financial year on the remaining reserves estimated at the beginning of year);

- economic amortizations of each year were retrospectively determined and compared to amortizations expenses for «tax depreciation» recognized in the financial year in question, the remaining part is to be taken as exceptional depreciations;

- Correcting entries were noticed in the accounts for the year 2014. They resulted in the reduction of accumulated depreciations used to determine in the balance sheet of the net book value of capitalized costs ("Research and development costs" line item on the assets side of the balance sheet) in compensation of the "regulatory provisions and equivalent funds" item in the liabilities side of the balance sheet.

The amount thus transferred, with no impact on the result for the financial year, amounts to F.CFA 180,513,526,274. It represents future accounting profits.

Depreciations for the financial year 2014 amounting to 36,394,795,358 F.CFA break down as follows:

6,970,366,109 F.CFA of the economic amortization recorded in Depreciation, amortization and provisions (line RS of the profit and loss account) 29,424,429,249 F.CFA of exceptional depreciations included in the line «SM HAO endowments» counterparties in the compensation expenses of the line "regulated provision and equivalent funds in the liabilities side of the balance sheet.

Credit note in BFA (Bank for the Financing of Agriculture)

PETROCI had a deposit account of FCFA 3.842 billion in the records of the BFA, entered in liquidation during the year 2014.

As the liquidation is a non-judicial liquidation and conducted by the States of Cote d'Ivoire, shareholder of the bank, PETROCI says it's confident about the recovery, of at least a significant part of its assets , and believes that the available information do not allow to forecast a probable loss



LA VICTOIRE AU SERVICE DU COLLECTIF



A PETROCI nous cultivons la tradition de l'EXCELLENCE depuis 40 ans avec le même souci de DYNAMISME, d'INNOVATION et de RECHERCHE dans le domaine du PETROLE et de ses dérivés.

For over 40 years we've been promoting the tradition of EXCELLENCE at PETROCI with the same concern for DYNAMISM, INNOVATION and RESEARCH in the field of OIL and derivatives.

Nous bâtissons une économie pétrolière FORTE, INTEGREE et DIVERSIFIEE.

We're building a strong, diversified and integrated oil economy.

40  ans

Avançons ensemble vers le futur

Let's move forward together to the future

Immeuble les Hévéas - 14 boulevard Carde
Plateau - BP V 194 Abidjan Côte D'Ivoire
Tel : 225 20 202 500 / 45 00 00 00 /
Fax : 225 20 216 824
www.petroci.ci - info@petroci.ci



Produire l'énergie d'une Nation Forte